



DECLARACION UNIVERSAL DE LA UNESCO SOBRE LA DIVERSIDAD CULTURAL
ВСЕОБЩАЯ ДЕКЛАРАЦИЯ ЮНЕСКО О КУЛЬТУРНОМ РАЗНООБРАЗИИ
教科文组织世界文化多样性宣传
إعلان اليونسكو العالمي بشأن التنوع الثقافي



DECLARATION UNIVERSELLE DE L'UNESCO
SUR LA DIVERSITE CULTURELLE
UNESCO UNIVERSAL DECLARATION
ON CULTURAL DIVERSITY

©UNESCO 2002
Printed in France

www.unesco.org/culture

Conception graphique :
Michel Bouvet et Odile Chambaut

CLT-2002/WS/9

**DECLARATION
UNIVERSELLE
DE L'UNESCO
SUR LA DIVERSITE
CULTURELLE**

Adoptée par la 31^e session
de la Conférence Générale
de l'UNESCO
PARIS, 2 NOVEMBRE 2001

« La richesse culturelle du monde, c'est sa diversité en dialogue »

La Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle a été adoptée à l'unanimité dans un contexte très particulier. C'était au lendemain des événements du 11 septembre 2001, et la Conférence générale de l'UNESCO, qui se réunissait alors pour sa 31^e session, était la première réunion de niveau ministériel à se tenir après ces événements terribles. Ce fut l'occasion pour les États de réaffirmer leur conviction que le dialogue interculturel constitue le meilleur gage pour la paix, et de rejeter catégoriquement la thèse de conflits inéluctables de cultures et de civilisations.

Un instrument d'une telle envergure constitue une première pour la communauté internationale. Il érige la diversité culturelle au rang de « patrimoine commun de l'humanité », « aussi nécessaire pour le genre humain que la biodiversité dans l'ordre du vivant », et fait de sa défense un impératif éthique, inséparable du respect de la dignité de la personne humaine.

La Déclaration vise à la fois à préserver comme un trésor vivant, et donc renouvelable, une diversité culturelle qui ne doit pas être perçue comme un patrimoine figé, mais comme un processus garant de la survie de l'humanité ; elle vise aussi à éviter des ségrégations et des fondamentalismes qui, au nom des différences culturelles, sacrifieraient ces différences, allant ainsi à l'encontre du message de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Déclaration universelle insiste sur le fait que chaque individu doit reconnaître non seulement l'altérité sous toutes ses formes, mais aussi la pluralité de son identité, au sein de sociétés elles-mêmes plurielles. C'est ainsi seulement que peut être préservée la diversité culturelle comme processus évolutif et capacité d'expression, de création et d'innovation. Le débat entre les pays qui souhaiteraient défendre les biens et services culturels « qui, parce qu'ils sont porteurs d'identités, de valeurs et de sens, ne doivent pas être considérés comme des marchandises ou des biens de consommation comme les autres », et ceux qui espéraient promouvoir les droits culturels a été ainsi dépassé, ces deux approches se trouvant conjuguées par la Déclaration qui a mis en évidence le lien causal unissant deux démarches complémentaires. L'une ne peut exister sans l'autre. Cette Déclaration, accompagnée des lignes essentielles d'un Plan d'action, peut être un superbe outil de développement, capable d'humaniser la mondialisation. Elle ne formule évidemment pas de prescriptions, mais des orientations générales qui devraient se traduire en politiques innovantes par les États membres, dans leurs contextes spécifiques, en partenariat avec le secteur privé et la société civile. Cette Déclaration, qui oppose aux enfermements fondamentalistes la perspective d'un monde plus ouvert, plus créatif et plus démocratique, compte désormais parmi les textes fondateurs d'une nouvelle éthique promue par l'UNESCO au début du XXI^e siècle. Je souhaite qu'elle puisse revêtir un jour la même force que la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Koïchiro Matsuura,
Directeur général

LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE,

Attachée à la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments juridiques universellement reconnus, tels que les deux Pactes internationaux de 1966 relatifs l'un aux droits civils et politiques et l'autre aux droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant que le Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO affirme « (...) que la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance »,

Rappelant également son Article premier qui assigne entre autres buts à l'UNESCO de recommander « les accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image »,

Se référant aux dispositions ayant trait à la diversité culturelle et à l'exercice des droits culturels figurant dans les instruments internationaux promulgués par l'UNESCO¹,

Réaffirmant que la culture doit être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et qu'elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances²,

Constatant que la culture se trouve au cœur des débats contemporains sur l'identité, la cohésion sociale et le développement d'une économie fondée sur le savoir,

Affirmant que le respect de la diversité des cultures, la tolérance, le dialogue et la coopération, dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles sont un des meilleurs gages de la paix et de la sécurité internationales,

Aspirant à une plus grande solidarité fondée sur la reconnaissance de la diversité culturelle, sur la prise de conscience de l'unité du genre humain et sur le développement des échanges interculturels,

Considérant que le processus de mondialisation, facilité par l'évolution rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication, bien que constituant un défi pour la diversité culturelle, crée les conditions d'un dialogue renouvelé entre les cultures et les civilisations,

Consciente du mandat spécifique qui a été confié à l'UNESCO, au sein du système des Nations Unies, d'assurer la préservation et la promotion de la féconde diversité des cultures,

Proclame les principes suivants et adopte la présente Déclaration :

1. Parmi lesquels, en particulier, l'Accord de Florence de 1950 et son Protocole de Nairobi de 1976, la Convention universelle sur les droits d'auteur de 1952, la Déclaration de principes de la coopération culturelle internationale de 1966, la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels de 1970, la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, la Déclaration de l'UNESCO sur la race et les préjugés raciaux de 1978, la Recommandation relative à la condition de l'artiste de 1980 et la Recommandation sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire de 1989.

2. Définition conforme aux conclusions de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (MONDIACULT, Mexico, 1982), de la Commission mondiale de la culture et du développement (Notre diversité créatrice, 1995) et de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm, 1998).

IDENTITE, DIVERSITE ET PLURALISME

ARTICLE 1 La diversité culturelle, patrimoine commun de l'humanité

La culture prend des formes diverses à travers le temps et l'espace. Cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les sociétés composant l'humanité. Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures.

ARTICLE 2 De la diversité culturelle au pluralisme culturel

Dans nos sociétés de plus en plus diversifiées, il est indispensable d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques. Des politiques favorisant l'inclusion et la participation de tous les citoyens sont garantes de la cohésion sociale, de la vitalité de la société civile et de la paix. Ainsi défini, le pluralisme culturel constitue la réponse politique au fait de la diversité culturelle. Indissociable d'un cadre démocratique, le pluralisme culturel est propice aux échanges culturels et à l'épanouissement des capacités créatrices qui nourrissent la vie publique.

ARTICLE 3 La diversité culturelle, facteur de développement

La diversité culturelle élargit les possibilités de choix offertes à chacun ; elle est l'une des sources du développement, entendu non seulement en termes de croissance économique, mais aussi comme moyen d'accéder à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle satisfaisante.

DIVERSITE CULTURELLE ET DROITS DE L'HOMME

ARTICLE 4 Les droits de l'homme, garants de la diversité culturelle

La défense de la diversité culturelle est un impératif éthique, inséparable du respect de la dignité de la personne humaine. Elle implique l'engagement de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier les droits des personnes appartenant à des minorités et ceux des peuples autochtones. Nul ne peut invoquer la diversité culturelle pour porter atteinte aux droits de l'homme garantis par le droit international, ni pour en limiter la portée.

ARTICLE 5 Les droits culturels, cadre propice de la diversité culturelle

Les droits culturels sont partie intégrante des droits de l'homme, qui sont universels, indissociables et interdépendants. L'épanouissement d'une diversité créatrice exige la pleine réalisation des droits culturels, tels qu'ils sont définis à l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 13 et 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Toute personne doit ainsi pouvoir s'exprimer, créer et diffuser ses œuvres dans la langue de son choix et en particulier dans sa langue maternelle ; toute personne a le droit à une éducation et une formation de qualité qui respectent pleinement son identité culturelle ; toute personne doit pouvoir participer à la vie culturelle de son choix et exercer ses propres pratiques culturelles, dans les limites qu'impose le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

ARTICLE 6 Vers une diversité culturelle accessible à tous

Tout en assurant la libre circulation des idées par le mot et par l'image, il faut veiller à ce que toutes les cultures puissent s'exprimer et se faire connaître. La liberté d'expression, le pluralisme des médias, le multilinguisme, l'égalité d'accès aux expressions artistiques, au savoir scientifique et technologique - y compris sous la

forme numérique - et la possibilité, pour toutes les cultures, d'être présentes dans les moyens d'expression et de diffusion, sont les garants de la diversité culturelle.

DIVERSITE CULTURELLE ET CREATIVITE

ARTICLE 7 Le patrimoine culturel, aux sources de la créativité

Chaque création puise aux racines des traditions culturelles, mais s'épanouit au contact des autres. C'est pourquoi le patrimoine, sous toutes ses formes, doit être préservé, mis en valeur et transmis aux générations futures en tant que témoignage de l'expérience et des aspirations humaines, afin de nourrir la créativité dans toute sa diversité et d'instaurer un véritable dialogue entre les cultures.

ARTICLE 8 Les biens et services culturels, des marchandises pas comme les autres

Face aux mutations économiques et technologiques actuelles, qui ouvrent de vastes perspectives pour la création et l'innovation, une attention particulière doit être accordée à la diversité de l'offre créatrice, à la juste prise en compte des droits des auteurs et des artistes ainsi qu'à la spécificité des biens et services culturels qui, parce qu'ils sont porteurs d'identité, de valeurs et de sens, ne doivent pas être considérés comme des marchandises ou des biens de consommation comme les autres.

ARTICLE 9 Les politiques culturelles, catalyseur de la créativité

Tout en assurant la libre circulation des idées et des œuvres, les politiques culturelles doivent créer les conditions propices à la production et à la diffusion de biens et services culturels diversifiés, grâce à des industries culturelles disposant des moyens de s'affirmer à l'échelle locale et mondiale. Il revient à chaque Etat, dans le respect de ses obligations internationales, de définir sa politique culturelle et de la mettre en œuvre par les moyens d'action qu'il juge les mieux adaptés, qu'il s'agisse de soutiens opérationnels ou de cadres réglementaires appropriés.

DIVERSITE CULTURELLE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE

ARTICLE 10 Renforcer les capacités de création et de diffusion à l'échelle mondiale

Face aux déséquilibres que présentent actuellement les flux et les échanges des biens culturels à l'échelle mondiale, il faut renforcer la coopération et la solidarité internationales destinées à permettre à tous les pays, en particulier aux pays en développement et aux pays en transition, de mettre en place des industries culturelles viables et compétitives sur les plans national et international.

ARTICLE 11 Forger des partenariats entre secteur public, secteur privé et société civile

Les seules forces du marché ne peuvent garantir la préservation et la promotion de la diversité culturelle, gage d'un développement humain durable. Dans cette perspective, il convient de réaffirmer le rôle primordial des politiques publiques, en partenariat avec le secteur privé et la société civile.

ARTICLE 12 Le rôle de l'UNESCO

L'UNESCO, de par son mandat et ses fonctions, a la responsabilité de :

- a. promouvoir la prise en compte des principes énoncés par la présente Déclaration dans les stratégies de développement élaborées au sein des diverses instances intergouvernementales ;
- b. servir d'instance de référence et de concertation entre les Etats, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux internationaux, la société civile et le secteur privé pour l'élaboration conjointe de concepts, d'objectifs et de politiques en faveur de la diversité culturelle ;
- c. poursuivre son action normative, ainsi que son action de sensibilisation et de développement des capacités dans les domaines liés à la présente Déclaration qui relèvent de sa compétence ;
- d. faciliter la mise en œuvre du Plan d'action, dont les lignes essentielles sont annexées à la présente Déclaration.

LIGNES ESSENTIELLES D'UN PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DE L'UNESCO SUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE

→ Les États membres s'engagent à prendre les mesures appropriées pour diffuser largement la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle et pour encourager son application effective, en coopérant notamment à la réalisation des objectifs suivants :

- 1_ approfondir le débat international sur les questions relatives à la diversité culturelle, en particulier celles qui ont trait à ses liens avec le développement et à son impact sur la formulation des politiques, à l'échelle aussi bien nationale qu'internationale ; avancer notamment la réflexion concernant l'opportunité d'un instrument juridique international sur la diversité culturelle ;
- 2_ progresser dans la définition des principes, des normes et des pratiques, tant au niveau national qu'international, ainsi que des moyens de sensibilisation et des formes de coopération les plus propices à la sauvegarde et à la promotion de la diversité culturelle ;
- 3_ favoriser l'échange des connaissances et des meilleures pratiques en matière de pluralisme culturel, en vue de faciliter, dans des sociétés diversifiées, l'inclusion et la participation de personnes et de groupes venant d'horizons culturels variés ;
- 4_ avancer dans la compréhension et la clarification du contenu des droits culturels, en tant que partie intégrante des droits de l'homme ;
- 5_ sauvegarder le patrimoine linguistique de l'humanité et soutenir l'expression, la création, et la diffusion dans le plus grand nombre possible de langues ;
- 6_ encourager la diversité linguistique - dans le respect de la langue maternelle - à tous les niveaux de l'éducation, partout où c'est possible, et stimuler l'apprentissage du plurilinguisme dès le plus jeune âge ;
- 7_ susciter, à travers l'éducation, une prise de conscience de la valeur positive de la diversité culturelle et améliorer à cet effet tant la formulation des programmes scolaires que la formation des enseignants ;
- 8_ incorporer dans le processus éducatif, en tant que de besoin, des approches pédagogiques traditionnelles afin de préserver et d'optimiser des méthodes culturellement appropriées pour la communication et la transmission du savoir ;
- 9_ encourager l'« alphabétisation numérique » et accroître la maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui doivent être considérées aussi bien comme des disciplines d'enseignement que comme des outils pédagogiques susceptibles de renforcer l'efficacité des services éducatifs ;
- 10_ promouvoir la diversité linguistique dans l'espace numérique et encourager l'accès universel, à travers les réseaux mondiaux, à toutes les informations qui relèvent du domaine public ;
- 11_ lutter contre la fracture numérique - en étroite coopération avec les institutions compétentes du système des Nations Unies - en favorisant l'accès des pays en développement aux nouvelles technologies, en les aidant à maîtriser les technologies de l'information et en facilitant à la fois la circulation

numérique des produits culturels endogènes et l'accès de ces pays aux ressources numériques d'ordre éducatif, culturel et scientifique, disponibles à l'échelle mondiale ;

- 12_ stimuler la production, la sauvegarde et la diffusion de contenus diversifiés dans les médias et les réseaux mondiaux d'information et, à cette fin, promouvoir le rôle des services publics de radiodiffusion et de télévision dans le développement de productions audiovisuelles de qualité, en particulier en favorisant la mise en place de mécanismes coopératifs susceptibles d'en faciliter la diffusion ;
- 13_ élaborer des politiques et des stratégies de préservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, notamment du patrimoine culturel oral et immatériel, et combattre le trafic illicite de biens et de services culturels ;
- 14_ respecter et protéger les savoirs traditionnels, notamment ceux des peuples autochtones ; reconnaître l'apport des connaissances traditionnelles, particulièrement en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles et favoriser des synergies entre la science moderne et les savoirs locaux ;
- 15_ soutenir la mobilité des créateurs, des artistes, des chercheurs, des scientifiques et des intellectuels et le développement de programmes et de partenariats internationaux de recherche, tout en s'efforçant de préserver et d'accroître la capacité créatrice des pays en développement et en transition ;
- 16_ assurer la protection du droit d'auteur et des droits qui lui sont associés, dans l'intérêt du développement de la créativité contemporaine et d'une rémunération équitable du travail créatif, tout en défendant un droit public d'accès à la culture, conformément à l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- 17_ aider à l'émergence ou à la consolidation d'industries culturelles dans les pays en développement et les pays en transition et, à cet effet, coopérer au développement des infrastructures et des compétences nécessaires, soutenir l'émergence de marchés locaux viables et faciliter l'accès des biens culturels de ces pays au marché mondial et aux circuits de distribution internationaux ;
- 18_ développer des politiques culturelles susceptibles de promouvoir les principes inscrits dans la présente Déclaration, y compris par le biais de mécanismes de soutien opérationnel et/ou de cadres réglementaires appropriés, dans le respect des obligations internationales propres à chaque État ;
- 19_ associer étroitement les différents secteurs de la société civile à la définition des politiques publiques visant à sauvegarder et promouvoir la diversité culturelle ;
- 20_ reconnaître et encourager la contribution que le secteur privé peut apporter à la valorisation de la diversité culturelle, et faciliter, à cet effet, la mise en place d'espaces de dialogue entre secteur public et secteur privé.

Les États membres recommandent au Directeur général de prendre en considération les objectifs énoncés dans le présent Plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de l'UNESCO et de le communiquer aux institutions du système des Nations Unies et aux autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées en vue de renforcer la synergie des actions en faveur de la diversité culturelle.

UNESCO
UNIVERSAL
DECLARATION
ON
CULTURAL
DIVERSITY

UNESCO
UNIVERSAL DECLARATION
ON CULTURAL
DIVERSITY

Adopted by the 31st Session
of the General Conference
of UNESCO
PARIS, 2 NOVEMBER 2001

“The cultural wealth of the world is its diversity in dialogue”

The UNESCO Universal Declaration on Cultural Diversity was adopted unanimously in a most unusual context. It came in the wake of the events of 11 September 2001, and the UNESCO General Conference, which was meeting for its 31st session, was the first ministerial-level meeting to be held after those terrible events. It was an opportunity for States to reaffirm their conviction that intercultural dialogue is the best guarantee of peace and to reject outright the theory of the inevitable clash of cultures and civilizations.

Such a wide-ranging instrument is a first for the international community. It raises cultural diversity to the level of “the common heritage of humanity”, “as necessary for humankind as biodiversity is for nature” and makes its defence an ethical imperative indissociable from respect for the dignity of the individual.

The Declaration aims both to preserve cultural diversity as a living, and thus renewable treasure that must not be perceived as being unchanging heritage but as a process guaranteeing the survival of humanity; and to prevent segregation and fundamentalism which, in the name of cultural differences, would sanctify those differences and so counter the message of the Universal Declaration of Human Rights.

The Universal Declaration makes it clear that each individual must acknowledge not only otherness in all its forms but also the plurality of his or her own identity, within societies that are themselves plural. Only in this way can cultural diversity be preserved as an adaptive process and as a capacity for expression, creation and innovation. The debate between those countries which would like to defend cultural goods and services “which, as vectors of identity, values and meaning, must not be treated as mere commodities or consumer goods”, and those which would hope to promote cultural rights has thus been surpassed, with the two approaches brought together by the Declaration, which has highlighted the causal link uniting two complementary attitudes.

One cannot exist without the other. The Declaration, accompanied by the main lines of an action plan, can be an outstanding tool for development, capable of humanizing globalization.

Of course, it lays down not instructions but general guidelines to be turned into ground-breaking policies by Member States in their specific contexts, in partnership with the private sector and civil society.

This Declaration, which sets against inward-looking fundamentalism the prospect of a more open, creative and democratic world, is now one of the founding texts of the new ethics promoted by UNESCO in the early twenty-first century. My hope is that one day it may acquire the same force as the Universal Declaration of Human Rights.

Koïchiro Matsuura
Director-General

THE GENERAL CONFERENCE,

Committed to the full implementation of the human rights and fundamental freedoms proclaimed in the Universal Declaration of Human Rights and other universally recognized legal instruments, such as the two International Covenants of 1966 relating respectively to civil and political rights and to economic, social and cultural rights,

Recalling that the Preamble to the Constitution of UNESCO affirms “that the wide diffusion of culture, and the education of humanity for justice and liberty and peace are indispensable to the dignity of man and constitute a sacred duty which all the nations must fulfil in a spirit of mutual assistance and concern”,

Further recalling Article I of the Constitution, which assigns to UNESCO among other purposes that of recommending “such international agreements as may be necessary to promote the free flow of ideas by word and image”,

Referring to the provisions relating to cultural diversity and the exercise of cultural rights in the international instruments enacted by UNESCO,¹

Reaffirming that culture should be regarded as the set of distinctive spiritual, material, intellectual and emotional features of society or a social group, and that it encompasses, in addition to art and literature, lifestyles, ways of living together, value systems, traditions and beliefs,²

Noting that culture is at the heart of contemporary debates about identity, social cohesion, and the development of a knowledge-based economy,

Affirming that respect for the diversity of cultures, tolerance, dialogue and cooperation, in a climate of mutual trust and understanding are among the best guarantees of international peace and security,

Aspiring to greater solidarity on the basis of recognition of cultural diversity, of awareness of the unity of humankind, and of the development of intercultural exchanges,

Considering that the process of globalization, facilitated by the rapid development of new information and communication technologies, though representing a challenge for cultural diversity, creates the conditions for renewed dialogue among cultures and civilizations,

Aware of the specific mandate which has been entrusted to UNESCO, within the United Nations system, to ensure the preservation and promotion of the fruitful diversity of cultures,

Proclaims the following principles and adopts the present Declaration:

1. Among which, in particular, the Florence Agreement of 1950 and its Nairobi Protocol of 1976, the Universal Copyright Convention of 1952, the Declaration of the Principles of International Cultural Cooperation of 1966, the Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property of 1970, the Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of 1972, the Declaration on Race and Racial Prejudice of 1978, the Recommendation concerning the Status of the Artist of 1980, and the Recommendation on Safeguarding Traditional Culture and Folklore of 1989.

2. This definition is in line with the conclusions of the World Conference on Cultural Policies (MONDIACULT, Mexico City, 1982), of the World Commission on Culture and Development (Our Creative Diversity, 1995), and of the Intergovernmental Conference on Cultural Policies for Development (Stockholm, 1998).

IDENTITY, DIVERSITY AND PLURALISM

ARTICLE 1 Cultural diversity: the common heritage of humanity

Culture takes diverse forms across time and space. This diversity is embodied in the uniqueness and plurality of the identities of the groups and societies making up humankind. As a source of exchange, innovation and creativity, cultural diversity is as necessary for humankind as biodiversity is for nature. In this sense, it is the common heritage of humanity and should be recognized and affirmed for the benefit of present and future generations.

ARTICLE 2 From cultural diversity to cultural pluralism

In our increasingly diverse societies, it is essential to ensure harmonious interaction among people and groups with plural, varied and dynamic cultural identities as well as their willingness to live together. Policies for the inclusion and participation of all citizens are guarantees of social cohesion, the vitality of civil society and peace. Thus defined, cultural pluralism gives policy expression to the reality of cultural diversity. Indissociable from a democratic framework, cultural pluralism is conducive to cultural exchange and to the flourishing of creative capacities that sustain public life.

ARTICLE 3 Cultural diversity as a factor in development

Cultural diversity widens the range of options open to everyone; it is one of the roots of development, understood not simply in terms of economic growth, but also as a means to achieve a more satisfactory intellectual, emotional, moral and spiritual existence.

CULTURAL DIVERSITY AND HUMAN RIGHTS

ARTICLE 4 Human rights as guarantees of cultural diversity

The defence of cultural diversity is an ethical imperative, inseparable from respect for human dignity. It implies a commitment to human rights and fundamental freedoms, in particular the rights of persons belonging to minorities and those of indigenous peoples. No one may invoke cultural diversity to infringe upon human rights guaranteed by international law, nor to limit their scope.

ARTICLE 5 Cultural rights as an enabling environment for cultural diversity

Cultural rights are an integral part of human rights, which are universal, indivisible and interdependent. The flourishing of creative diversity requires the full implementation of cultural rights as defined in Article 27 of the Universal Declaration of Human Rights and in Articles 13 and 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. All persons have therefore the right to express themselves and to create and disseminate their work in the language of their choice, and particularly in their mother tongue; all persons are entitled to quality education and training that fully respect their cultural identity; and all persons have the right to participate in the cultural life of their choice and conduct their own cultural practices, subject to respect for human rights and fundamental freedoms.

ARTICLE 6 Towards access for all to cultural diversity

While ensuring the free flow of ideas by word and image care should be exercised that all cultures can express themselves and make themselves known. Freedom of expression, media pluralism, multilingualism, equal access to art and to scientific and technological knowledge, including in digital form, and the possibility for all cultures to have access to the means of expression and dissemination are the guarantees of cultural diversity.

CULTURAL DIVERSITY AND CREATIVITY

ARTICLE 7 Cultural heritage as the wellspring of creativity

Creation draws on the roots of cultural tradition, but flourishes in contact with other cultures. For this reason, heritage in all its forms must be preserved, enhanced and handed on to future generations as a record of human experience and aspirations, so as to foster creativity in all its diversity and to inspire genuine dialogue among cultures.

ARTICLE 8 Cultural goods and services: commodities of a unique kind

In the face of present-day economic and technological change, opening up vast prospects for creation and innovation, particular attention must be paid to the diversity of the supply of creative work, to due recognition of the rights of authors and artists and to the specificity of cultural goods and services which, as vectors of identity, values and meaning, must not be treated as mere commodities or consumer goods.

ARTICLE 9 Cultural policies as catalysts of creativity

While ensuring the free circulation of ideas and works, cultural policies must create conditions conducive to the production and dissemination of diversified cultural goods and services through cultural industries that have the means to assert themselves at the local and global level. It is for each State, with due regard to its international obligations, to define its cultural policy and to implement it through the means it considers fit, whether by operational support or appropriate regulations.

CULTURAL DIVERSITY AND INTERNATIONAL SOLIDARITY

ARTICLE 10 Strengthening capacities for creation and dissemination worldwide

In the face of current imbalances in flows and exchanges of cultural goods and services at the global level, it is necessary to reinforce international cooperation and solidarity aimed at enabling all countries, especially developing countries and countries in transition, to establish cultural industries that are viable and competitive at national and international level.

ARTICLE 11 Building partnerships between the public sector, the private sector and civil society

Market forces alone cannot guarantee the preservation and promotion of cultural diversity, which is the key to sustainable human development. From this perspective, the pre-eminence of public policy, in partnership with the private sector and civil society, must be reaffirmed.

ARTICLE 12 The role of UNESCO

UNESCO, by virtue of its mandate and functions, has the responsibility to:

- a.** Promote the incorporation of the principles set out in the present Declaration into the development strategies drawn up within the various inter-governmental bodies;
- b.** Serve as a reference point and a forum where States, international governmental and non-governmental organizations, civil society and the private sector may join together in elaborating concepts, objectives and policies in favour of cultural diversity;
- c.** Pursue its activities in standard-setting, awareness-raising and capacity-building in the areas related to the present Declaration within its fields of competence;
- d.** Facilitate the implementation of the Action Plan, the main lines of which are appended to the present Declaration.

MAIN LINES OF AN ACTION PLAN FOR THE IMPLEMENTATION OF THE UNESCO UNIVERSAL DECLARATION ON CULTURAL DIVERSITY

➔ The Member States commit themselves to taking appropriate steps to disseminate widely the “UNESCO Universal Declaration on Cultural Diversity” and to encourage its effective application, in particular by cooperating with a view to achieving the following objectives:

- 1_ Deepening the international debate on questions relating to cultural diversity, particularly in respect of its links with development and its impact on policy-making, at both national and international level; taking forward notably consideration of the advisability of an international legal instrument on cultural diversity.
- 2_ Advancing in the definition of principles, standards and practices, on both the national and the international levels, as well as of awareness-raising modalities and patterns of cooperation, that are most conducive to the safeguarding and promotion of cultural diversity.
- 3_ Fostering the exchange of knowledge and best practices in regard to cultural pluralism with a view to facilitating, in diversified societies, the inclusion and participation of persons and groups from varied cultural backgrounds.
- 4_ Making further headway in understanding and clarifying the content of cultural rights as an integral part of human rights.
- 5_ Safeguarding the linguistic heritage of humanity and giving support to expression, creation and dissemination in the greatest possible number of languages.
- 6_ Encouraging linguistic diversity – while respecting the mother tongue – at all levels of education, wherever possible, and fostering the learning of several languages from the earliest age.
- 7_ Promoting through education an awareness of the positive value of cultural diversity and improving to this end both curriculum design and teacher education.
- 8_ Incorporating, where appropriate, traditional pedagogies into the education process with a view to preserving and making full use of culturally appropriate methods of communication and transmission of knowledge.
- 9_ Encouraging “digital literacy” and ensuring greater mastery of the new information and communication technologies, which should be seen both as educational discipline and as pedagogical tools capable of enhancing the effectiveness of educational services.
- 10_ Promoting linguistic diversity in cyberspace and encouraging universal access through the global network to all information in the public domain.
- 11_ Countering the digital divide, in close cooperation in relevant United Nations system organizations, by fostering access by the developing countries to the new technologies, by helping them to master information technologies and by facilitating the digital dissemination of endogenous cultural products and access by those countries to the educational, cultural and scientific digital resources available worldwide.

- 12** _ Encouraging the production, safeguarding and dissemination of diversified contents in the media and global information networks and, to that end, promoting the role of public radio and television services in the development of audiovisual productions of good quality, in particular by fostering the establishment of cooperative mechanisms to facilitate their distribution.
- 13** _ Formulating policies and strategies for the preservation and enhancement of the cultural and natural heritage, notably the oral and intangible cultural heritage, and combating illicit traffic in cultural goods and services.
- 14** _ Respecting and protecting traditional knowledge, in particular that of indigenous peoples; recognizing the contribution of traditional knowledge, particularly with regard to environmental protection and the management of natural resources, and fostering synergies between modern science and local knowledge.
- 15** _ Fostering the mobility of creators, artists, researchers, scientists and intellectuals and the development of international research programmes and partnerships, while striving to preserve and enhance the creative capacity of developing countries and countries in transition.
- 16** _ Ensuring protection of copyright and related rights in the interest of the development of contemporary creativity and fair remuneration for creative work, while at the same time upholding a public right of access to culture, in accordance with Article 27 of the Universal Declaration of Human Rights.
- 17** _ Assisting in the emergence or consolidation of cultural industries in the developing countries and countries in transition and, to this end, cooperating in the development of the necessary infrastructures and skills, fostering the emergence of viable local markets, and facilitating access for the cultural products of those countries to the global market and international distribution networks.
- 18** _ Developing cultural policies, including operational support arrangements and/or appropriate regulatory frameworks, designed to promote the principles enshrined in this Declaration, in accordance with the international obligations incumbent upon each State.
- 19** _ Involving all sectors of civil society closely in framing of public policies aimed at safeguarding and promoting cultural diversity.
- 20** _ Recognizing and encouraging the contribution that the private sector can make to enhancing cultural diversity and facilitating, to that end, the establishment of forums for dialogue between the public sector and the private sector.

The Member States recommend that the Director-General take the objectives set forth in this Action Plan into account in the implementation of UNESCO's programmes and communicate it to institutions of the United Nations system and to other intergovernmental and non-governmental organizations concerned with a view to enhancing the synergy of actions in favour of cultural diversity.

**DECLARACIÓN
UNIVERSAL
DE LA UNESCO
SOBRE LA
DIVERSIDAD
CULTURAL**

Adoptada por la 31ª reunión
de la Conferencia General
de la UNESCO
PARÍS, 2 DE NOVIEMBRE DE 2001

“La riqueza cultural del mundo reside en su diversidad dialogante”

La Declaración Universal de la UNESCO sobre la Diversidad Cultural se aprobó por unanimidad en una coyuntura muy singular: acababan de producirse los acontecimientos del 11 de septiembre de 2001 y la 31ª reunión de la Conferencia General de la UNESCO constituía el primer gran encuentro de nivel ministerial después de aquel día aciago. Ello brindó a los Estados la ocasión de reafirmar su convicción de que el diálogo intercultural es el mejor garante de la paz, y de rechazar categóricamente la tesis que auguraba un choque ineluctable entre las culturas y civilizaciones.

Un instrumento de esta envergadura es algo novedoso para la comunidad internacional. En él se eleva la diversidad cultural a la categoría de “patrimonio común de la humanidad”, “tan necesaria para el género humano como la diversidad biológica para los organismos vivos”, y se erige su defensa en imperativo ético indisociable del respeto de la dignidad de la persona.

La Declaración aspira a preservar ese tesoro vivo, y por lo tanto renovable, que es la diversidad cultural, diversidad que no cabe entender como patrimonio estático sino como proceso que garantiza la supervivencia de la humanidad; aspira también a evitar toda tentación segregacionista y fundamentalista que, en nombre de las diferencias culturales, sacralice esas mismas diferencias y desvirtúe así el mensaje de la Declaración Universal de Derechos Humanos.

La Declaración insiste en el hecho de que cada individuo debe reconocer no sólo la alteridad en todas sus formas sino también el carácter plural de su propia identidad dentro de sociedades igualmente plurales. Sólo así es posible conservar la diversidad cultural en su doble dimensión de proceso evolutivo y fuente de expresión, creación e innovación. De esta manera queda superado el debate entre los países que desean defender los bienes y servicios culturales “que, por ser portadores de identidad, valores y sentido, no deben ser considerados mercancías o bienes de consumo como los demás”, y los que esperaban fomentar los derechos culturales, pues la Declaración conjuga esas dos aspiraciones complementarias poniendo de relieve el nexo causal que las une: no puede existir la una sin la otra.

La Declaración, que se acompaña de las grandes líneas de un plan de acción, puede convertirse en una formidable herramienta de desarrollo, capaz de humanizar la mundialización. Desde luego, en ella no se prescriben acciones concretas sino que se formulan más bien orientaciones generales que los Estados Miembros, en colaboración con el sector privado y la sociedad civil, deberían traducir en políticas innovadoras en su contexto particular.

Esta Declaración, que a la cerrazón fundamentalista opone la perspectiva de un mundo más abierto, creativo y democrático, se cuenta desde ahora entre los textos fundadores de una nueva ética que la UNESCO promueva en los albores del siglo XXI. Mi deseo es que algún día adquiera tanta fuerza como la Declaración Universal de Derechos Humanos.

Koichiro Matsuura
Director General

LA CONFERENCIA GENERAL,

Reafirmando su adhesión a la plena realización de los derechos humanos y de las libertades fundamentales proclamadas en la Declaración Universal de Derechos Humanos y en otros instrumentos universalmente reconocidos, como los dos Pactos Internacionales de 1966 relativos uno a los derechos civiles y políticos y el otro a los derechos económicos, sociales y culturales,

Recordando que en el Preámbulo de la Constitución de la UNESCO se afirma “(...) que la amplia difusión de la cultura y la educación de la humanidad para la justicia, la libertad y la paz son indispensables a la dignidad del hombre y constituyen un deber sagrado que todas las naciones han de cumplir con un espíritu de responsabilidad y de ayuda mutua”,

Recordando también su Artículo primero que asigna a la UNESCO, entre otros objetivos, el de recomendar “los acuerdos internacionales que estime convenientes para facilitar la libre circulación de las ideas por medio de la palabra y de la imagen”,

Refiriéndose a las disposiciones relativas a la diversidad cultural y al ejercicio de los derechos culturales que figuran en los instrumentos internacionales promulgados por la UNESCO,¹

Reafirmando que la cultura debe ser considerada como el conjunto de los rasgos distintivos espirituales y materiales, intelectuales y afectivos que caracterizan a una sociedad o a un grupo social y que abarca, además de las artes y las letras, los modos de vida, las maneras de vivir juntos, los sistemas de valores, las tradiciones y las creencias,²

Constatando que la cultura se encuentra en el centro de los debates contemporáneos sobre la identidad, la cohesión social y el desarrollo de una economía fundada en el saber,

Afirmando que el respeto de la diversidad de las culturas, la tolerancia, el diálogo y la cooperación, en un clima de confianza y de entendimiento mutuos, están entre los mejores garantes de la paz y la seguridad internacionales,

Aspirando a una mayor solidaridad fundada en el reconocimiento de la diversidad cultural, en la conciencia de la unidad del género humano y en el desarrollo de los intercambios culturales,

Considerando que el proceso de mundialización, facilitado por la rápida evolución de las nuevas tecnologías de la información y la comunicación, pese a constituir un reto para la diversidad cultural, crea las condiciones de un diálogo renovado entre las culturas y las civilizaciones,

Consciente del mandato específico que se ha dado a la UNESCO, en el seno del sistema de las Naciones Unidas, consistente en asegurar la preservación y la promoción de la fecunda diversidad de las culturas,

Proclama los principios siguientes y aprueba la presente Declaración:

1. Entre los cuales figuran, en particular, el Acuerdo de Florencia de 1950 y su Protocolo de Nairobi de 1976, la Convención Universal sobre Derechos de Autor de 1952, la Declaración de los Principios de Cooperación Cultural Internacional de 1966, la Convención sobre las Medidas que Deben Adoptarse para Prohibir e Impedir la Importación, la Exportación y la Transferencia de Propiedad Ilícitas de Bienes Culturales de 1970, la Convención para la Protección del Patrimonio Mundial Cultural y Natural de 1972, la Declaración de la UNESCO sobre la Raza y los Prejuicios Raciales de 1978, la Recomendación relativa a la condición del artista de 1980 y la Recomendación sobre la salvaguardia de la cultura tradicional y popular de 1989.

2. Definición conforme a las conclusiones de la Conferencia Mundial sobre las Políticas Culturales (MONDIACULT, México, 1982), de la Comisión Mundial de Cultura y Desarrollo (Nuestra Diversidad Creativa, 1995) y de la Conferencia Intergubernamental sobre Políticas Culturales para el Desarrollo (Estocolmo, 1998).

IDENTIDAD, DIVERSIDAD Y PLURALISMO

ARTÍCULO 1 La diversidad cultural, patrimonio común de la humanidad

La cultura adquiere formas diversas a través del tiempo y del espacio. Esta diversidad se manifiesta en la originalidad y la pluralidad de las identidades que caracterizan los grupos y las sociedades que componen la humanidad. Fuente de intercambios, de innovación y de creatividad, la diversidad cultural es, para el género humano, tan necesaria como la diversidad biológica para los organismos vivos. En este sentido, constituye el patrimonio común de la humanidad y debe ser reconocida y consolidada en beneficio de las generaciones presentes y futuras.

ARTÍCULO 2 De la diversidad cultural al pluralismo cultural

En nuestras sociedades cada vez más diversificadas, resulta indispensable garantizar una interacción armoniosa y una voluntad de convivir de personas y grupos con identidades culturales a un tiempo plurales, variadas y dinámicas. Las políticas que favorecen la inclusión y la participación de todos los ciudadanos garantizan la cohesión social, la vitalidad de la sociedad civil y la paz. Definido de esta manera, el pluralismo cultural constituye la respuesta política al hecho de la diversidad cultural. Inseparable de un contexto democrático, el pluralismo cultural es propicio a los intercambios culturales y al desarrollo de las capacidades creadoras que alimentan la vida pública.

ARTÍCULO 3 La diversidad cultural, factor de desarrollo

La diversidad cultural amplía las posibilidades de elección que se brindan a todos; es una de las fuentes del desarrollo, entendido no solamente en términos de crecimiento económico, sino también como medio de acceso a una existencia intelectual, afectiva, moral y espiritual satisfactoria.

DIVERSIDAD CULTURAL Y DERECHOS HUMANOS

ARTÍCULO 4 Los derechos humanos, garantes de la diversidad cultural

La defensa de la diversidad cultural es un imperativo ético, inseparable del respeto de la dignidad de la persona humana. Ella supone el compromiso de respetar los derechos humanos y las libertades fundamentales, en particular los derechos de las personas que pertenecen a minorías y los de los pueblos autóctonos. Nadie puede invocar la diversidad cultural para vulnerar los derechos humanos garantizados por el derecho internacional, ni para limitar su alcance.

ARTÍCULO 5 Los derechos culturales, marco propicio de la diversidad cultural

Los derechos culturales son parte integrante de los derechos humanos, que son universales, indisolubles e interdependientes. El desarrollo de una diversidad creativa exige la plena realización de los derechos culturales, tal como los define el Artículo 27 de la Declaración Universal de Derechos Humanos y los Artículos 13 y 15 del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales. Toda persona debe, así, poder expresarse, crear y difundir sus obras en la lengua que desee y en particular en su lengua materna; toda persona tiene derecho a una educación y una formación de calidad que respete plenamente su identidad cultural; toda persona debe poder participar en la vida cultural que elija y ejercer sus propias prácticas culturales, dentro de los límites que impone el respeto de los derechos humanos y de las libertades fundamentales.

ARTÍCULO 6 Hacia una diversidad cultural accesible a todos

Al tiempo que se garantiza la libre circulación de las ideas mediante la palabra y la imagen, hay que procurar que todas las culturas puedan expresarse y darse a conocer. La libertad de expresión, el pluralismo de los medios de comunicación, el multilingüismo, la igualdad de acceso a las expresiones artísticas, al saber científico y tecnológico –comprendida su

forma electrónica— y la posibilidad, para todas las culturas, de estar presentes en los medios de expresión y de difusión, son los garantes de la diversidad cultural.

DIVERSIDAD CULTURAL Y CREATIVIDAD

ARTÍCULO 7 El patrimonio cultural, fuente de la creatividad

Toda creación tiene sus orígenes en las tradiciones culturales pero se desarrolla plenamente en contacto con otras. Esta es la razón por la cual el patrimonio, en todas sus formas, debe ser preservado, valorizado y transmitido a las generaciones futuras como testimonio de la experiencia y de las aspiraciones humanas, a fin de nutrir la creatividad en toda su diversidad e instaurar un verdadero diálogo entre las culturas.

ARTÍCULO 8 Los bienes y servicios culturales, mercancías distintas de las demás

Frente a los cambios económicos y tecnológicos actuales, que abren vastas perspectivas para la creación y la innovación, se debe prestar una atención particular a la diversidad de la oferta creativa, a la justa consideración de los derechos de los autores y de los artistas, así como al carácter específico de los bienes y servicios culturales que, en la medida en que son portadores de identidad, de valores y sentido, no deben ser considerados como mercancías o bienes de consumo como los demás.

ARTÍCULO 9 Las políticas culturales, catalizadoras de la creatividad

Las políticas culturales, en tanto que garantizan la libre circulación de las ideas y las obras, deben crear condiciones propicias para la producción y difusión de bienes y servicios culturales diversificados, gracias a industrias culturales que dispongan de medios para desarrollarse en los planos local y mundial. Cada Estado debe, respetando sus obligaciones internacionales, definir su política cultural y aplicarla, utilizando para ello los medios de acción que juzgue más adecuados, ya se trate de apoyos concretos o de marcos reglamentarios apropiados.

DIVERSIDAD CULTURAL Y SOLIDARIDAD INTERNACIONAL

ARTÍCULO 10 Reforzar las capacidades de creación y de difusión a escala mundial

Ante los desequilibrios que se producen actualmente en los flujos e intercambios de bienes culturales a escala mundial, es necesario reforzar la cooperación y la solidaridad internacionales destinadas a permitir que todos los países, en particular los países en desarrollo y los países en transición, establezcan industrias culturales viables y competitivas en los planos nacional e internacional.

ARTÍCULO 11 Establecer relaciones de asociación entre el sector público, el sector privado y la sociedad civil

Las fuerzas del mercado por sí solas no pueden garantizar la preservación y promoción de la diversidad cultural, condición de un desarrollo humano sostenible. Desde este punto de vista, conviene fortalecer la función primordial de las políticas públicas, en asociación con el sector privado y la sociedad civil.

ARTÍCULO 12 La función de la UNESCO

La UNESCO, por su mandato y sus funciones, tiene la responsabilidad de:

- a.** promover la consideración de los principios enunciados en la presente Declaración en las estrategias de desarrollo elaboradas en el seno de las diversas entidades intergubernamentales;
- b.** constituir un instrumento de referencia y de concertación entre los Estados, los organismos internacionales gubernamentales y no gubernamentales, la sociedad civil y el sector privado para la elaboración conjunta de conceptos, objetivos y políticas en favor de la diversidad cultural;
- c.** proseguir su acción normativa y su acción de sensibilización y de desarrollo de capacidades en los ámbitos relacionados con la presente Declaración que corresponden a sus esferas de competencia;
- d.** facilitar la aplicación del Plan de Acción cuyas orientaciones principales se adjuntan en anexo de la presente Declaración.

ORIENTACIONES PRINCIPALES DE UN PLAN DE ACCIÓN PARA LA APLICACIÓN DE LA DECLARACIÓN UNIVERSAL DE LA UNESCO SOBRE LA DIVERSIDAD CULTURAL

➔ Los Estados Miembros se comprometen a tomar las medidas apropiadas para difundir ampliamente la Declaración de la UNESCO sobre la diversidad cultural y fomentar su aplicación efectiva, cooperando en particular con miras a la realización de los siguientes objetivos:

- 1_ Profundizar el debate internacional sobre los problemas relativos a la diversidad cultural, en particular los que se refieren a sus vínculos con el desarrollo y a su influencia en la formulación de políticas, a escala tanto nacional como internacional; profundizar en particular la reflexión sobre la conveniencia de elaborar un instrumento jurídico internacional sobre la diversidad cultural.
- 2_ Desarrollar la definición de los principios, normas y prácticas en los planos nacional e internacional, así como de los medios de sensibilización y las formas de cooperación más propicios a la salvaguardia y a la promoción de la diversidad cultural.
- 3_ Favorecer el intercambio de conocimientos y de las prácticas recomendables en materia de pluralismo cultural con miras a facilitar, en sociedades diversificadas, la inclusión y la participación de las personas y de los grupos que proceden de horizontes culturales variados.
- 4_ Avanzar en la comprensión y la clarificación del contenido de los derechos culturales, considerados como parte integrante de los derechos humanos.
- 5_ Salvaguardar el patrimonio lingüístico de la humanidad y apoyar la expresión, la creación y la difusión en el mayor número posible de lenguas.
- 6_ Fomentar la diversidad lingüística –respetando la lengua materna– en todos los niveles de la educación, dondequiera que sea posible, y estimular el aprendizaje del plurilingüismo desde la más temprana edad.
- 7_ Alentar, a través de la educación, una toma de conciencia del valor positivo de la diversidad cultural y mejorar, a este efecto, tanto la formulación de los programas escolares como la formación de los docentes.
- 8_ Incorporar al proceso educativo, tanto como sea necesario, métodos pedagógicos tradicionales, con el fin de preservar y optimizar los métodos culturalmente adecuados para la comunicación y la transmisión del saber.
- 9_ Fomentar la “alfabetización electrónica” y acrecentar el dominio de las nuevas tecnologías de la información y de la comunicación, que deben considerarse al mismo tiempo como disciplinas de enseñanza y como instrumentos pedagógicos capaces de reforzar la eficacia de los servicios educativos.
- 10_ Promover la diversidad lingüística en el espacio numérico y fomentar el acceso gratuito y universal, a través de las redes mundiales, a todas las informaciones que pertenecen al dominio público.
- 11_ Luchar contra las desigualdades en materia de electrónica –en estrecha cooperación con los organismos competentes del sistema de las Naciones Unidas– favoreciendo el acceso de los países en desarrollo a las nuevas tecnologías, ayudándolos a dominar las tecnologías de la información

- y facilitando a la vez la circulación electrónica de los productos culturales endógenos y el acceso de dichos países a los recursos numéricos de orden educativo, cultural y científico, disponibles a escala mundial.
- 12** _ Estimular la producción, la salvaguardia y la difusión de contenidos diversificados en los medios de comunicación y las redes mundiales de información y, con este fin, promover la función de los servicios públicos de radiodifusión y de televisión en la elaboración de producciones audiovisuales de calidad, favoreciendo en particular el establecimiento de mecanismos cooperativos que faciliten la difusión de las mismas.
- 13** _ Elaborar políticas y estrategias de preservación y valorización del patrimonio cultural y natural, en particular del patrimonio oral e inmaterial, y combatir el tráfico ilícito de bienes y servicios culturales.
- 14** _ Respetar y proteger los sistemas de conocimiento tradicionales, especialmente los de las poblaciones autóctonas; reconocer la contribución de los conocimientos tradicionales a la protección del medio ambiente y a la gestión de los recursos naturales, y favorecer las sinergias entre la ciencia moderna y los conocimientos locales.
- 15** _ Apoyar la movilidad de creadores, artistas, investigadores, científicos e intelectuales y el desarrollo de programas y de asociaciones internacionales de investigación, procurando al mismo tiempo preservar y aumentar la capacidad creativa de los países en desarrollo y en transición.
- 16** _ Garantizar la protección de los derechos de autor y de los derechos conexos, con miras a fomentar el desarrollo de la creatividad contemporánea y una remuneración justa del trabajo creativo, defendiendo al mismo tiempo el derecho público de acceso a la cultura, de conformidad con el Artículo 27 de la Declaración Universal de Derechos Humanos.
- 17** _ Ayudar a la creación o a la consolidación de industrias culturales en los países en desarrollo y los países en transición y, con este propósito, cooperar en el desarrollo de las infraestructuras y las competencias necesarias, apoyar la creación de mercados locales viables y facilitar el acceso de los bienes culturales de dichos países al mercado mundial y a los circuitos de distribución internacionales.
- 18** _ Elaborar políticas culturales que promuevan los principios inscritos en la presente Declaración, entre otras cosas mediante mecanismos de apoyo a la ejecución y/o de marcos reglamentarios apropiados, respetando las obligaciones internacionales de cada Estado.
- 19** _ Asociar estrechamente los diferentes sectores de la sociedad civil a la definición de las políticas públicas de salvaguardia y promoción de la diversidad cultural.
- 20** _ Reconocer y fomentar la contribución que el sector privado puede aportar a la valorización de la diversidad cultural y facilitar, con este propósito, la creación de espacios de diálogo entre el sector público y el privado.

Los Estados Miembros recomiendan al Director General que al ejecutar los programas de la UNESCO tome en consideración los objetivos enunciados en el presente Plan de Acción, y que lo comunique a los organismos del sistema de las Naciones Unidas y demás organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales interesadas, con miras a reforzar la sinergia de las medidas que se adopten en favor de la diversidad cultural.

**ВСЕОБЩАЯ
ДЕКЛАРАЦИЯ
ЮНЕСКО
О КУЛЬТУРНОМ
РАЗНООБРАЗИИ**

Принята 31-й сессией
Генеральной конференции
ЮНЕСКО
Париж, 2 ноября 2001 г.

"Культурное богатство мира – разнообразие, проявляющееся в диалоге"

Всеобщая декларация ЮНЕСКО о культурном разнообразии была единогласно принята в весьма необычной обстановке. Это произошло сразу вслед за событиями 11 сентября 2001 г., и Генеральная конференция ЮНЕСКО, собравшаяся тогда на свою 31-ю сессию, стала первой встречей на уровне министров, которая состоялась после этих ужасных событий. Принятие Декларации дало государствам возможность подтвердить свою убежденность в том, что межкультурный диалог является наилучшим залогом мира, и категорически отвергнуть тезис о неизбежности конфликтов между культурами и цивилизациями.

Международное сообщество впервые получает документ такого масштаба. Он возводит культурное разнообразие в ранг "общего достояния человечества", которое "также необходимо для человечества, как биоразнообразие живой природы", а его защита рассматривается как этический императив, неотделимый от уважения достоинства человеческой личности.

Декларация направлена на сохранение культурного разнообразия в качестве живого и, следовательно, возобновляемого сокровища, которое должно восприниматься не как застывшее наследие, а как процесс, гарантирующий выживание человечества; она имеет также целью предотвращение проявлений сегрегации и фундаментализма, которые во имя культурных различий делают их предметом культа, что тем самым противоречит самой идее Всеобщей декларации прав человека.

Всеобщая декларация о культурном разнообразии устанавливает принцип того, что каждый человек должен признавать не только различия во всех их формах, но и многообразие таких самобытных различий в обществах, которые сами характеризуются плюрализмом. Только так можно сохранить культурное разнообразие как развивающийся процесс и возможность для самовыражения, творчества и обновления. Таким образом, утратила актуальность дискуссия между странами, утверждающими, что предметы и услуги культурного назначения, "которые, будучи носителями самобытности, ценностей и смысла, не должны рассматриваться как обычные предметы или потребительские товары", и теми государствами, которые хотели бы содействовать расширению культурных прав. Оба эти подхода сочетаются в данной Декларации, где продемонстрирована причинно-следственная связь, объединяющая эти две дополняющие друг друга концепции. Одно не может существовать без другого.

Эта Декларация наряду с основными положениями Плана действий может быть прекрасным инструментом развития, способным придать глобализации гуманный характер. В ней, безусловно, сформулированы не предписания, а общие направления деятельности, которые должны найти отражение в новаторской политике, проводимой государствами-членами в сложившихся у них конкретных условиях на основе партнерства с частным сектором и гражданским обществом.

Эта Декларация, которая замкнутости фундаментализма противопоставляет перспективу более открытого, творческого и демократического мира, отныне входит в число основополагающих документов новой этики, пропагандируемой ЮНЕСКО в начале XXI века. Я хотел бы пожелать, чтобы однажды она обрела такую же силу, как и Всеобщая декларация прав человека.

Коитиро Мацуура
Генеральный директор

ГЕНЕРАЛЬНАЯ КОНФЕРЕНЦИЯ

будучи привержена цели обеспечения в полном объеме прав человека и основных свобод, провозглашенных во Всеобщей декларации прав человека и в других общепризнанных правовых актах, таких, как два Международных пакта 1966 г., один из которых касается гражданских и политических прав, а другой - экономических, социальных и культурных прав,

напоминая о Преамбуле Устава ЮНЕСКО, которая гласит, что “.. для поддержания человеческого достоинства необходимо широкое распространение культуры и образования среди всех людей на основе справедливости, свободы и мира; поэтому на все народы возлагается в этом отношении священная обязанность, которую следует выполнять в духе взаимного сотрудничества”;

напоминая также о статье I Устава, в которой перед ЮНЕСКО, среди прочего, ставится задача рекомендовать заключение “международных соглашений, которые она сочтет полезными для свободного распространения идей словесным и изобразительным путем”;

ссылаясь на положения, касающиеся культурного разнообразия и осуществления культурных прав, которые указываются в принятых ЮНЕСКО международных правовых актах¹,

вновь подтверждая, что культура должна рассматриваться как совокупность присущих обществу или социальной группе отличительных признаков – духовных и материальных, интеллектуальных и эмоциональных – и что, помимо искусства и литературы, она охватывает образ жизни, “умение жить вместе”, системы ценностей, традиции и верования²,

констатируя, что культура находится в центре нынешней дискуссии по вопросам самобытности, сплоченности общества и развития экономики на базе знаний,

утверждая, что уважение разнообразия культур, терпимость, диалог и сотрудничество в обстановке доверия и взаимопонимания являются лучшим залогом международного мира и безопасности,

стремясь к утверждению более широкой солидарности, основанной на признании культурного разнообразия, осознании единства человечества и развитии межкультурных обменов,

считая, что процесс глобализации, стимулируемый быстрым развитием новых информационных и коммуникационных технологий, хотя и представляет вызов для культурного разнообразия, вместе с тем создает условия для нового диалога между культурами и цивилизациями,

сознавая, что в рамках Организации Объединенных Наций на ЮНЕСКО возложены конкретные полномочия обеспечить сохранение и содействие плодотворному разнообразию культур,

провозглашает следующие принципы и принимает настоящую Декларацию:

1. К их числу относятся, в частности, Флорентийское соглашение 1950 г. с Найробийским протоколом к нему 1976 г., Всемирная конвенция об авторском праве 1952 г., Декларация принципов международного культурного сотрудничества 1966 г., Конвенция о мерах, направленных на запрещение и предупреждение незаконного ввоза, вывоза и передачи права собственности на культурные ценности 1970 г., Конвенция об охране всемирного культурного и природного наследия 1972 г., Декларация о расе и расовых предрассудках 1978 г., Рекомендация о положении творческих работников 1980 г. и Рекомендация о сохранении фольклора 1989 г.

2. Определение соответствует выводам Всемирной конференции по политике в области культуры (МОНДИАКУЛЬТ, Мехико, 1982 г.), Всемирной комиссии по культуре и развитию (“Наше творческое разнообразие”, 1995 г.) и Межправительственной конференции по политике в области культуры в целях развития (Стокгольм, 1998 г.).

САМОБЫТНОСТЬ, РАЗНООБРАЗИЕ, И ПЛЮРАЛИЗМ

статья 1 Культурное разнообразие как общее достояние человечества

Формы культуры изменяются во времени и пространстве. Это культурное разнообразие проявляется в неповторимости и многообразии особенностей, присущих группам и сообществам, составляющим человечество. Будучи источником обменов, новаторства и творчества, культурное разнообразие так же необходимо для человечества, как биоразнообразие для живой природы. В этом смысле оно является общим достоянием человечества и должно быть признано и закреплено в интересах нынешнего и будущих поколений.

статья 2 От культурного разнообразия к культурному плюрализму

В нашем обществе, которое становится все более разнообразным, следует обеспечить гармоничное взаимодействие и стремление к сосуществованию людей и сообществ с плюралистической, многообразной и динамичной культурной самобытностью. Политика, поощряющая интеграцию и участие всех граждан, является залогом социальной сплоченности, жизнеспособности гражданского общества и мира. В этом смысле культурный плюрализм представляет собой политический ответ на реалии культурного разнообразия. Культурный плюрализм, неразрывно связанный с демократией, создает благоприятную среду для культурных обменов и расцвета творческих способностей, питающих жизненные силы общества.

статья 3 Культурное разнообразие как фактор развития

Культурное разнообразие расширяет возможности выбора, имеющиеся у каждого человека, оно является одним из источников развития, рассматриваемого не только в плане экономического роста, но и как средство, обеспечивающее полноценную интеллектуальную, эмоциональную, нравственную и духовную жизнь.

Культурное разнообразие и права человека

статья 4 Права человека как гарантия культурного разнообразия

Защита культурного разнообразия является этическим императивом, она неотделима от уважения достоинства человеческой личности. Она подразумевает обязательство уважать права человека и основные свободы, особенно права лиц, принадлежащих к меньшинствам, и права коренных народов. Недопустимо ссылаться на культурное разнообразие для нанесения ущерба правам человека, гарантированным международным правом, или для ограничения сферы их применения.

статья 5 Культурные права как фактор, благоприятствующий культурному разнообразию

Культурные права составляют неотъемлемую часть прав человека, которые являются универсальными, неразделимыми и взаимозависимыми. Необходимым условием для развития творческого разнообразия является реализация в полном объеме культурных прав, как они определены в статье 27 Всеобщей декларации прав человека и в статьях 13 и 15 Международного пакта об экономических, социальных и культурных правах. Соответственно, каждый человек должен иметь возможность для самовыражения, творчества и распространения своих произведений на любом языке по своему выбору и, в частности, на своем родном языке; каждый человек имеет право на качественное образование и профессиональную подготовку в условиях полного уважения его культурной самобытности; каждый человек должен иметь возможность участвовать в культурной жизни по своему выбору и придерживаться своих культурных традиций при условии соблюдения прав человека и основных свобод.

статья 6 К культурному разнообразию, доступному для всех

Обеспечивая свободное распространение идей словесным и изобразительным путем, следует добиваться, чтобы все культуры могли быть объектом самовыражения и распространения. Залогом культурного разнообразия является свобода выражения мнений, плюрализм средств информации, многоязычие, равный доступ к возможностям для художест-

венного творчества, к научно-техническим знаниям, в том числе в цифровой форме, и обеспечение всем культурам доступа к средствам выражения и распространения идей.

Культурное разнообразие и творчество

статья 7 Культурное наследие как источник творчества

Каждое творчество черпает свои силы в культурных традициях, но достигает расцвета в контакте с другими культурами. Вот почему необходимо сохранять, популяризировать и передавать будущим поколениям культурное наследие во всех его формах, отражающих опыт и чаяния человечества, создавая тем самым питательную среду для творчества во всем его многообразии и поощряя подлинный диалог между культурами.

статья 8 Предметы и услуги культурного назначения - товар особого свойства

В условиях нынешних экономических и технических перемен, которые открывают широкие возможности для творчества и нововведений, особое внимание следует уделять разнообразию творческого предложения, справедливому учету прав авторов и творческих работников, а также специфике предметов и услуг культурного назначения, которые, будучи носителями самобытности, ценностей и смысла, не должны рассматриваться как обычные предметы или потребительские товары.

статья 9 Политика в области культуры как катализатор творчества

Политика в области культуры, обеспечивая свободное распространение идей и произведений, должна создавать условия, благоприятствующие производству и распространению разнообразных товаров и услуг культурного назначения с помощью индустрий культуры, располагающих средствами, необходимыми для их утверждения на местном и глобальном уровнях. Каждое государство при соблюдении своих международных обязательств само разрабатывает политику в области культуры и проводит ее в жизнь теми методами, которые оно считает наиболее соответствующими, в том числе путем оперативной поддержки и создания надлежащей нормативно-правовой базы.

Культурное разнообразие и международная солидарность

статья 10 Укрепление творческого потенциала и возможностей распространения культурной продукции в глобальном масштабе

В условиях наблюдаемого в настоящее время дисбаланса в глобальных потоках товаров культурного назначения и обмена ими следует укреплять международное сотрудничество и солидарность, опираясь на которые все страны, в том числе развивающиеся страны и страны переходного периода, смогут создать устойчивые индустрии культуры, способные конкурировать на национальном и международном уровнях.

статья 11 Налаживание партнерства между государственным сектором, частным сектором и гражданским обществом

Сохранение и поощрение культурного разнообразия, являющегося ключевым фактором устойчивого человеческого развития, невозможно обеспечить только силами рынка. Поэтому необходимо вновь подчеркнуть важнейшую роль государственной политики, осуществляемой в партнерстве с частным сектором и гражданским обществом.

статья 12 Роль ЮНЕСКО

В силу своего мандата и функций ЮНЕСКО несет ответственность за:

(a) содействие учету провозглашенных в настоящей Декларации принципов в стратегиях развития, разрабатываемых различными межправительственными организациями;

(b) выполнение информационных функций и координацию усилий государств, международных правительственных и неправительственных организаций, гражданского общества и частного сектора по совместной разработке концепций, задач и политических решений в поддержку культурного разнообразия;

(c) проведение дальнейшей нормотворческой работы, а также деятельности по привлечению внимания общественности и укреплению потенциалов в затрагиваемых настоящей Декларацией областях, относящихся к ее компетенции;

(d) содействие осуществлению Плана действий, основные направления которого фигурируют в приложении к настоящей Декларации.

ОСНОВНЫЕ НАПРАВЛЕНИЯ ПЛАНА ДЕЙСТВИЙ ПО ОСУЩЕСТВЛЕНИЮ ВСЕОБЩЕЙ ДЕКЛАРАЦИИ ЮНЕСКО О КУЛЬТУРНОМ РАЗНООБРАЗИИ



Государства-члены обязуются принимать надлежащие меры в целях широкого распространения Всеобщей декларации ЮНЕСКО о культурном разнообразии и содействия ее эффективному претворению в жизнь, в частности путем сотрудничества в достижении следующих целей:

1. Углубление международной дискуссии по вопросам культурного разнообразия, в частности касающимся его связи с развитием и его влияния на разработку политики как на национальном, так и на международном уровне; активизация, в частности, деятельности по анализу целесообразности принятия международного правового акта по культурному разнообразию.
2. Продвижение работы по определению как на национальном, так и на международном уровне принципов, норм и методов, а также средств, способствующих привлечению внимания общественности, и форм сотрудничества, наиболее благоприятствующих сохранению и поощрению культурного разнообразия.
3. Поощрение обмена знаниями и наиболее эффективной практикой в области культурного плюрализма с целью содействия созданию в неоднородных обществах условий для интеграции и участия в его жизни людей и групп, имеющих разные культурные корни.
4. Более глубокое понимание и уточнение содержания культурных прав как неотъемлемой части прав человека.
5. Сохранение языкового наследия человечества и содействие самовыражению, творчеству и распространению идей на максимально возможном числе языков.
6. Поощрение языкового разнообразия - при сохранении уважения к родному языку - на всех уровнях образования везде, где это возможно, а также изучения нескольких языков с самого раннего возраста.
7. Содействие с помощью образования осознанию позитивной роли культурного разнообразия и совершенствование в этих целях разработки школьных программ и подготовки преподавателей.
8. Включение по мере необходимости в процесс обучения традиционных педагогических подходов с целью сохранения и оптимизации свойственных той или иной культуре методов коммуникации и передачи знаний.
9. Содействие распространению "грамотности в области цифровых технологий" и совершенствованию навыков использования новых информационных и коммуникационных технологий, которые следует рассматривать одновременно как учебные дисциплины и как педагогические средства, способные повышать эффективность услуг в области образования.
10. Расширение языкового разнообразия в киберпространстве, а также содействие всеобщему доступу через глобальные сети к любой информации, являющейся общим достоянием.
11. Борьба в тесном сотрудничестве с компетентными учреждениями системы Организации Объединенных Наций за преодоление "цифрового разрыва" путем расширения доступа развивающихся стран к новым технологиям, оказания им помощи в освоении информационных технологий, содействия распространению местной культурной продукции в цифровой форме и упрощения для этих стран доступа к мировым цифровым ресурсам образовательного, культурного и научного характера.
12. Поощрение производства, сохранения и распространения разнообразных по содержанию

материалов через средства информации и глобальные информационные сети и повышение в этих целях роли общественных служб радио- и телевидения в изготовлении высококачественной аудиовизуальной продукции, в частности путем содействия созданию совместных механизмов, способствующих распространению такой продукции.

- 13_** Разработка политики и стратегий сохранения и популяризации культурного и природного наследия, в частности устного и нематериального, и борьба с незаконной торговлей товарами и услугами культурного назначения.
- 14_** Уважение и защита традиционных знаний, в частности накопленных коренными народами; признание роли традиционных знаний, особенно в вопросах охраны окружающей среды и управления природными ресурсами, и поощрение синергии между современной наукой и знаниями местного населения.
- 15_** Оказание помощи в обеспечении мобильности творческих работников, деятелей искусства, исследователей, ученых и работников умственного труда, а также в разработке программ и налаживании международного сотрудничества в научных исследованиях наряду с усилиями по сохранению и наращиванию творческого потенциала развивающихся стран и стран переходного периода.
- 16_** Обеспечение охраны авторского права и смежных прав в интересах развития современного творчества и

обеспечения справедливого вознаграждения за творческий труд при одновременной защите прав членов общества на доступ к культуре в соответствии со статьей 27 Всеобщей декларации прав человека.

- 17_** Оказание помощи в создании или укреплении индустрий культуры в развивающихся странах и странах переходного периода и в связи с этим содействие в развитии необходимых инфраструктур и в подготовке соответствующих специалистов, оказание поддержки в формировании жизнеспособных местных рынков и расширение доступа культурной продукции этих стран на мировые рынки и к международным распределительным сетям.
- 18_** Разработка политики в области культуры, благоприятствующей осуществлению принципов, провозглашенных в настоящей Декларации, в том числе путем использования механизмов оперативной поддержки и/или создания необходимой нормативно-правовой базы при соблюдении международных обязательств каждого государства.
- 19_** Активное привлечение различных групп гражданского общества к разработке государственной политики сохранения и поощрения культурного разнообразия.
- 20_** Признание и поощрение возможного вклада частного сектора в популяризацию культурного разнообразия, а также содействие в создании с этой целью условий для диалога между государственным и частным секторами.

Государства-члены рекомендуют Генеральному директору учитывать цели, намеченные настоящим Планом действий, при осуществлении программ ЮНЕСКО и ознакомить с ним учреждения системы Организации Объединенных Наций и другие заинтересованные межправительственные и неправительственные организации для повышения эффективности мероприятий по поддержке культурного разнообразия.

教科文组织
世界文化多样性
宣言

在教科文组织大会
第三十一届会议上通过
巴黎，2001年11月2日

《世界的文化财富，就是其对话的多样性》

教科文组织的《世界文化多样性宣言》是在2001年9月11日事件后不久这一非常特殊的情况下获得一致通过的。当时所举行的教科文组织大会第三十一届会议是在发生这一悲惨事件之后召开的第一次部长级会议。在这次会议上，各国重申了文化间对话是促进和平的最佳保障的信念，断然驳斥了各种文化和文明之间不可避免地要发生冲突的这种论调。

一份具有如此重大影响的文件在国际社会乃属首次。它把文化多样性视为“人类的共同遗产”，“对人类来讲就象生物多样性对维持生物平衡那样必不可少”，把捍卫文化多样性作为与尊重人的尊严所密不可分的一种应尽的义务。

该《宣言》旨在将文化多样性作为一种有生命力，因而能不断发展的财富加以保护，认为不能把文化多样性视为一种一成不变的遗产，而应将其视为保障人类生存的一种进程；同时，《宣言》的目的还在于防止那些借文化差异之名把这些差异神圣化，从而违背《世界人权宣言》要旨的各种分离行为和原教旨主义。

《世界人权宣言》强调，在多元化社会中，每个人不仅要承认各种差异，而且还要承认这种差异的多元化。只有这样，作为一种不断发展变化的进程并富有表现、创造及创新能力的文化多样性才能得到保护。因此，在那些希望捍卫文化物品与文化服务，认为“因为文化物品和文化服务体现的是特性、价值观和观念，不应把它们视为一般的商品或消费品”的国家和那些希望增进文化权利的国家之间已没有必要再展开辩论，因为《世界文化多样性宣言》已把这两个方面的考虑融为一体，阐明了互为补充的这两方面工作的因果关系。两者互为依存，缺一不可。

《世界文化多样性宣言》及其行动计划要点，可以为促进发展和实现以人为本的全球化提供非常有益的帮助。当然，《宣言》并没有提出具体的作法，但它提出了有关的总体指导方针，有助于会员国结合各自的具体情况，在私营部门和民间社会的合作下制定出有关的创新政策。

该《宣言》提倡向一个更加开放、更具有创造力和更加民主的世界发展的目标，反对原教旨主义的封闭自守，从此将作为确定教科文组织在二十一世纪初所提倡的一种新伦理的基本文件之一。我希望它有朝一日能具有象《世界人权宣言》那样的威力。

松浦晃一郎
总干事

大会，

重视充分实现《世界人权宣言》和1966年关于公民权利和政治权利及关于经济、社会与文化权利的两项国际公约等其它普遍认同的法律文件中宣布的人权与基本自由，

忆及教科文组织《组织法》序言确认“……文化之广泛传播以及为争取正义、自由与和平对人类进行之教育为维护人类尊严不可缺少的举措，亦为一切国家关切互助之精神，必须履行之神圣义务”，

还忆及《组织法》第一条特别规定教科文组织的宗旨之一是，建议“订立必要之国际协定，以便于运用文字与图象促进思想之自由交流”，

参照教科文组织颁布的国际文件中¹涉及文化多样性和行使文化权利的各项条款，

重申应把文化视为某个社会或某个社会群体特有的精神与物质，智力与情感方面的不同特点之总和；除了文学和艺术外，文化还包括生活方式、共处的方式、价值观体系，传统和信仰²，

注意到文化是当代就特性、社会凝聚力和以知识为基础的经济发间问题展开的辩论的焦点，

确认在相互信任和理解氛围下，尊重文化多样性、宽容、对话及合作是国际和平与安全的最佳保障之一，

希望在承认文化多样性、认识到人类是一个统一的整体和发展文化间交流的基础上开展更广泛的团结互助，

认为尽管受到新的信息和传播技术的迅速发展积极推动的全球化进程对文化多样性是一种挑战，但也为各种文化和文明之间进行新的对话创造了条件，

认识到教科文组织在联合国系统中担负着保护和促进丰富多彩的文化多样性的特殊职责，

宣布下述原则并通过本宣言：

1. 这些国际文件主要有：1950年的《佛罗伦萨协定》和1976年的《内罗毕议定书》，1952年的《世界著作权公约》，1966年的《国际文化合作宣言》，1970年的《关于采取措施禁止并防止文化财产非法进出口和所有权非法转让公约》，1972年的《保护世界文化和自然遗产公约》，1980年的《关于艺术家地位的建议》及1989年的《关于保护传统文化和民间文化的建议》。

2. 这是根据世界文化政策会议（MONDIACULT，墨西哥，1982年）世界文化和发展委员会（报告《我们具有创造力的多样性》，1995年）及政府间文化政策促进发展会议（斯德哥尔摩，1998年）的结论所下的定义。

特性、 多样性和多元化

第1条 文化多样性， 人类的共同遗产

文化在不同的时代和不同的地方具有各种不同的表现形式。这种多样性的具体表现是构成人类的各群体和各社会的特性所具有的独特性和多样化。文化多样性是交流、革新和创作的源泉，对人类来讲就象生物多样性对维持生物平衡那样必不可少。从这个意义上讲，文化多样性是人类的共同遗产，应当从当代人和子孙后代的利益考虑予以承认和肯定。

第2条 从文化多样性 到文化多元化

在日益走向多样化的当今社会中，必须确保属于多元的、不同的和发展的文化特性的个人和群体的和睦关系和共处。主张所有公民的融入和参与的政策是增强社会凝聚力、民间社会活力及维护和平的可靠保障。因此，这种文化多元化是与文化多样性这一客观现实相应的一套政策。文化多元化与民主制度密不可分，它有利于文化交流和能够充实公众生活的创作能力的发挥。

第3条 文化多样性， 发展的因素

文化多样性增加了每个人的选择机会；它是发展的源泉之一，它不仅是促进经济增长的因素，而且还是享有令人满意的智力、情感、道德精神生活的手段。

文化多样性 与人权

第4条 人权， 文化多样性的保障

捍卫文化多样性是伦理方面的迫切需要，与尊重人的尊严是密不可分的。它要求人们必须尊重人权和基本自由，特别是尊重少数人群体和土著人民的各种权利。任何人不得以文化多样性为由，损害受国际法保护的人权或限制其范围。

第5条 文化权利， 文化多样性的有利条件

文化权利是人权的一个组成部分，它们是一致的、不可分割的和相互依存的。富有创造力的多样性的发展，要求充分地实现《世界人权宣言》第27条和《经济、社会、文化权利国际公约》第13条和第15条所规定的文化权利。因此，每个人都应当能够用其选择的语言，特别是用自己的母语来表达自己的思想，进行创作和传播自己的作品；每个人都有权接受充分尊重其文化特性的优质教育和培训；每个人都应当能够参加其选择的文化和从事自己所特有的文化活动，但必须在尊重人权和基本自由的范围内。

第6条 促进面向所有人的 文化多样性

在保障思想通过文字和图象的自由交流的同时，务必使所有的文化都能表现自己和宣传自己。言论自由，传媒的多元化，语言多元化，平等享有各种艺术表现形式，科学和技术知识--包括数码知识--以及所有文化都

有利用表达和传播手段的机会等，均是文化多样性的可靠保证。

文化多样性与创作

第7条 文化遗产，创作的源泉

每项创作都来源于有关的文化传统，但也在同其他文化传统的交流中得到充分的发展。因此，各种形式的文化遗产都应当作为人类的经历和期望的见证得到保护、开发利用和代代相传，以支持各种创作和建立各种文化之间的真正对话。

第8条 文化物品和文化服务，不同一般的商品

面对目前为创作和革新开辟了广阔前景的经济和技术的发展变化，应当特别注意创作意愿的多样性，公正地考虑作者和艺术家的权利，以及文化物品和文化服务的特殊性，因为它们体现的是特性、价值观和观念，不应被视为一般的商品或消费品。

第9条 文化政策，推动创作的积极因素

文化政策应当在确保思想和作品的自由交流的情况下，利用那些有能力在地方和世界一级发挥其作用的文化产业，创造有利于生产和传播文化物品和文化服务的条件。每个国家都应在遵守其国际义务的前提下，制订本国的文化政策，并采取其认为最为合适的行动方法，即不管是在行动上给予支持还是制订必要的规章制度，来实施这一政策。

文化多样性与国际团结

第10条 增强世界范围的创作和传播能力

面对目前世界上文化物品的流通和交换所存在的失衡现象，必须加强国际合作和国际团结，使所有国家，尤其是发展中国家和转型期国家能够开办一些有活力、在本国和国际上都具有竞争力的文化产业。

第11条 建立政府、私营部门和民间社会之间的合作伙伴关系

单靠市场的作用是作不到保护和促进文化多样性这一可持续发展之保证的。为此，必须重申政府在私营部门和民间社会的合作下推行有关政策所具有的首要作用。

第12条 教科文组织的作用

教科文组织根据其职责和职能，应当：

- a. 促进各政府间机构在制订发展方面的战略时考虑本宣言中陈述的原则；
- b. 充任各国、各政府和非政府国际组织、民间社会及私营部门之间为共同确定文化多样性的概念、目标和政策所需要的联系和协商机构；
- c. 继续在其与本宣言有关的各主管领域中开展制定准则的行动、提高认识和培养能力的行动；
- d. 为实施其要点附于本宣言之后的行动计划提供便利。

实施教科文组织世界文化多样性宣言的 行动计划要点

➔ 会员国承诺采取适当措施，广泛宣传《教科文组织世界文化多样性宣言》，并促进宣言的有效实施，其中包括为实现下列目标而展开合作：

- 1_ 深入开展与文化多样性问题，尤其是文化多样性与发展的关系问题和文化多样性对制定国家或国际政策的影响问题有关的国际辩论，尤其要推动对制定一份关于文化多样性的国际法律文件是否可行进行思考；
- 2_ 促进在国家 and 国际一级制定最有利于保护和提倡文化多样性的原则、规范和实践活动以及提高认识的方法和合作方式；
- 3_ 促进文化多元化方面的知识 with 良策的交流，为多元化社会中来自四面八方具有不同文化背景的个人和群体的融入和参与提供便利。
- 4_ 进一步认识和阐明作为人权之组成部分的文化权利所包含的内容。
- 5_ 保护人类的语言遗产，鼓励用尽可能多的语言来表达思想、进行创作和传播。
- 6_ 提倡在尊重母语的情况下，在所有可能的地方实现各级教育中的语言多样化，鼓励自幼学习多种语言。
- 7_ 通过教育，培养对文化多样性的积极意识的意识，并为此改进教学计划的制订和师资队伍的培训。
- 8_ 在必要时，将传统的教学方法纳入到教学工作中，以保存和充分利用有关文化所特有的交流和传授知识的方法。
- 9_ 促进“数字扫盲”，将信息与传播新技术作为教学计划中的学科和可提高教学工作效率的教学手段，提高掌握这些新技术的能力。
- 10_ 促进数字空间的语言多样化，鼓励通过全球网络普遍地利用所有的公有信息。
- 11_ 与联合国系统各有关机构密切合作，向数字鸿沟宣战，促进发展中国家利用新技术，帮助这些国家掌握信息技术，并为当地文化产品的数字化传播和这些国家利用世界范围的具有教育、文化和科学性质的数字化资源提供方便。
- 12_ 鼓励世界传媒和全球信息网络制作、保护和传播多样化的内容，并为此加强公共广播和电视机构在开发高质量视听产品方面的作用，其中要支持建立一些有利于更好地传播这些产品的合作机制。
- 13_ 制定保护和开发利用自然遗产和文化遗产，特别是口述和非物质文化遗产的政策和战略，反对文化物品和文化服务方面的非法买卖。

- 14_** 尊重和保护环境知识，特别是土著人民的传统知识；承认环境保护和自然资源管理方面的传统知识的作用；发挥现代科学与民间传统知识的协同作用。
- 15_** 支持创作人员、艺术家、研究人员、科学家和知识分子的流动和国际研究计划及合作伙伴关系的制定和发展，同时努力做到保护和提高发展中国家和转型期国家的创造力。
- 16_** 为了当代创作工作的发展并使创作工作得到合理的酬报，保证著作权及其邻接权得到保护，同时捍卫《世界人权宣言》第27条所规定的公众享受文化的权利。
- 17_** 帮助发展中国家和转型期国家建立或加强文化产业，并为此合作建立必要的基
- 础结构和培养必要的人才，促进建立有活力的当地市场，并为这些国家的文化产品进入世界市场和国际发行网提供方便。
- 18_** 在尊重各国的国际义务的情况下，制定能够通过一些必要的活动辅助机制及/或相应的规章制度来推行本宣言所制定之原则的文化政策。
- 19_** 使民间社会的各个方面密切参与制定保护和提倡文化多样性的公共政策。
- 20_** 承认并鼓励私营部门在提倡文化多样性上的贡献，并为此建立公共部门与私营部门的对话空间。

会员国建议总干事在实施教科文组织的计划时考虑到本行动计划中确定的各项目标，并将这些目标通知联合国系统各机构，以及其它有关的政府间组织和非政府组织，以便加强协调行动，促进文化多样性。

إعلان
اليونسكو العالمي
بشأن
التنوع الثقافي

اعتمد المؤتمر العام لليونسكو هذا الإعلان
في دورته الحادية والثلاثين
باريس، ٢ نوفمبر/تشرين الثاني ٢٠٠١

”ثروة العالم الثقافية هي تنوعه في الحوار”

لقد اعتمد إعلان اليونسكو العالمي بشأن التنوع الثقافي ”بالإجماع في ظرف خاص للغاية. فقد جاء هذا الاعتماد غداة أحداث ١١ سبتمبر/أيلول ٢٠٠١، وكان المؤتمر العام، المنعقد آنذاك في دورته الحادية والثلاثين، هو أول اجتماع يعقد على المستوى الوزاري بعد تلك الأحداث الرهيبة؛ فكان فرصة سانحة للدول الأعضاء كي تؤكد فيها مجدداً قناعتها بأن الحوار بين الثقافات هو أفضل ضمان للسلام، وكي تعرب عن رفضها القاطع لمقولة حتمية النزاعات بين الثقافات والحضارات.

فإصدار وثيقة تقنية بهذه الأهمية يشكل سابقة بالنسبة للمجتمع الدولي. فهي تضع التنوع الثقافي في مصاف ”التراث المشترك للإنسانية” الذي ”هو ضروري للجنس البشري ضرورة التنوع البيولوجي بالنسبة للكائنات الحية”، وتجعل من الدفاع عنه واجبا أخلاقيا ملزما، لا ينفصل عن احترام كرامة الإنسان.

وإن يرمي الإعلان إلى صون التنوع الثقافي باعتباره كنزا حيا وبالتالي كنزا متجددا، إذ لا يجوز أن ينظر إليه كتراث راكد بل كعملية تمثل ضمانا لبقاء البشرية؛ فإنه يرمي أيضا وفي الوقت ذاته إلى تفادي أوجه التفرقة وظواهر الأصولية، التي ترسخ وتقدس هذه الفوارق باسم الاختلافات الثقافية، مناقضة بذلك الرسالة التي ينادي بها الإعلان العلمي لحقوق الإنسان.

كما يشدد إعلان اليونسكو العالمي على ضرورة أن يعترف كل فرد لا بالغيرية بمختلف أشكالها فحسب، بل وأيضا بتعدد ذاتيات الغير في كنف مجتمعات تتسم ذاتها بالتعددية. فهذا الاعتراف فقط يمكن صون التنوع الثقافي بوصفه عملية تطويرية ومنهلا للقدرة على التعبير والإبداع والتجديد. ولقد تم تجاوز النقاش بين البلدان التي تميل إلى الدفاع عن السلع والخدمات الثقافية التي لا ينبغي اعتبارها، وهي الحاملة للهوية والقيم والدلالة، سلعا أو منتجات استهلاكية كغيرها من السلع أو المنتجات، وبين البلدان التي تصبو إلى إعلاء شأن الحقوق الثقافية، إذا أن الإعلان أُلّف بين الموقفين، وأبرز العلاقة السببية التي تجمع بين هذين النهجين المتكاملين. فالواقع هو أنه لا وجود لأحدهما دون الآخر.

إن هذا الإعلان، المقترن بخطوط أساسية لخطة عمل، يمكن أن يشكل أداة رائعة للتنمية تتضمن القدرة على إضفاء الطابع الإنساني على ظاهرة العولمة. وهو بطبيعة الحال، لا يملئ أي تعليمات محددة على أحد، وإنما توجهات عامة من شأنها أن تترجم إلى سياسات تجديدية من قبل الدول الأعضاء ضمن إطار السياقات الخاصة بها، وبالتشارك مع القطاع الخاص والمجتمع المدني.

لقد أصبح هذا الإعلان الذي يحارب مظاهر التقوقع والانغلاق المبنية على الأصولية، بتعميم منظور للعالم أكثر انفتاحا وإبداعا وديمقراطية، يُعدّ من الآن فصاعدا من بين النصوص المؤسسة لفلسفة أخلاقية جديدة تعمل اليونسكو على نشرها في بداية القرن الحادي والعشرين؛ وهو نص أمل أن يكتسب ذات يوم نفس القوة التي اكتسبها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان.

كويشيرو ماتسورا

المدير العام

إن المؤتمر العام،

حرصاً منه على الأعمال الكاملة لحقوق الإنسان والحريات الأساسية المنصوص عليها في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وفي غيره من الصكوك الدولية المعترف بها عالمياً، كالعهدين الدوليين لسنة ١٩٦٦ اللذين يتعلق أحدهما بالحقوق المدنية والسياسية ويتعلق الآخر بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية،

وإذ يذكر بأن ديباجة الميثاق التأسيسي لليونسكو تنص على أنه " ... لما كانت كرامة الإنسان تقتضي نشر الثقافة وتنشئة الناس جميعاً على مبادئ العدالة والحرية والسلام، وكان هذا العمل بالنسبة لجميع الأمم واجباً مقدساً ينبغي القيام به في روح من التعاون المتبادل"،

ويذكر أيضاً بالمادة الأولى من الميثاق التأسيسي التي تحدد لليونسكو أهدافاً، من ضمنها، هدف التوصية بعقد "الاتفاقيات الدولية التي تراها مفيدة لتسهيل حرية تداول الأفكار عن طريق الكلمة والصورة"،

وإذ يشير إلى الأحكام المتعلقة بالتنوع الثقافي وممارسة الحقوق الثقافية الواردة في الوثائق الدولية التي أصدرتها اليونسكو^(١)،

ويؤكد من جديد أن الثقافة ينبغي أن يُنظر إليها بوصفها مجمل السمات المميزة، الروحية والمادية والفكرية والعاطفية، التي يتصف بها مجتمع أو مجموعة اجتماعية وعلى أنها تشمل، إلى جانب الفنون والآداب، طرائق الحياة، وأساليب العيش معاً، ونظم القيم، والتقاليد، والمعتقدات^(٢)،

ويلاحظ أن الثقافة تحتل مكان الصدارة في المناقشات المعاصرة بشأن الهوية والتلاحم الاجتماعي وتنمية اقتصاد قائم على المعرفة،

ويؤكد أن احترام تنوع الثقافات، والتسامح، والحوار، والتعاون، في جو من الثقة والتفاهم، هي خير ضمان لتحقيق السلام والأمن الدوليين،

ويتطلع إلى مزيد من التضامن القائم على الاعتراف بالتنوع الثقافي وعلى الوعي بوحدة الجنس البشري وتنمية المبادلات فيما بين الثقافات،

ويرى أن عملية العولمة التي يسهلها التطور السريع لتكنولوجيات الإعلام والاتصال الجديدة، وإن كانت تشكل خطراً على التنوع الثقافي، فهي تهيئ الظروف الملائمة لإقامة حوار مجدد فيما بين الثقافات والحضارات،

وإدراكاً منه للمهمة المحددة التي عهدت إلى اليونسكو في إطار منظومة الأمم المتحدة، والمتمثلة في صون وتعزيز التنوع المثمر للثقافات،

يعلن المبادئ التالية ويعتمد هذا الإعلان:

(١) - من بينها خاصة اتفاق فلورنسا لسنة ١٩٥٠، وبروتوكول نيروبي الخاص به لسنة ١٩٧٦، والاتفاقية العالمية لحقوق المؤلف لسنة ١٩٥٢، وإعلان مبادئ التعاون الثقافي الدولي لسنة ١٩٦٦، والاتفاقية الخاصة بالتدابير الواجب اتخاذها لحظر ومنع استيراد وتصدير ونقل ملكية الممتلكات الثقافية بطرق غير مشروعة لسنة ١٩٧٠، والاتفاقية الخاصة بحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لسنة ١٩٧٢، وإعلان اليونسكو بشأن العنصر والتحيز العنصري لسنة ١٩٧٨، والتوصية الخاصة بأوضاع الفنان لسنة ١٩٨٠، والتوصية الخاصة بصون الثقافة التقليدية والشعبية لسنة ١٩٨٩.

(٢) - هو التعريف المطابق لاستنتاجات المؤتمر العالمي بشأن السياسات الثقافية (موندياكلت، مكسيكو، ١٩٨٢) واللجنة العالمية المعنية بالثقافة والتنمية (التنوع الإنساني المبدع، ١٩٩٥) والمؤتمر الدولي الحكومي للسياسات الثقافية من أجل التنمية (ستوكهولم، ١٩٩٨).

الهوية والتنوع والتعددية

التنوع الثقافي وحقوق الإنسان

المادة ١

التنوع الثقافي بوصفه تراثاً مشتركاً

للإنسانية

تتخذ الثقافة أشكالاً متنوعة عبر المكان والزمان. ويتجلى هذا التنوع في أصالة وتعدد الهويات المميزة للمجموعات والمجتمعات التي تتألف منها الإنسانية. والتنوع الثقافي، بوصفه مصدراً للتبادل والتجديد والإبداع، هو ضروري للجنس البشري ضرورة التنوع البيولوجي بالنسبة للكائنات الحية. وبهذا المعنى، فإن التنوع الثقافي هو التراث المشترك للإنسانية، وينبغي الاعتراف به والتأكيد عليه لصالح أجيال الحاضر والمستقبل.

المادة ٢

من التنوع الثقافي إلى التعددية الثقافية لا بد في مجتمعاتنا التي تتزايد تنوعاً يوماً بعد يوم، من ضمان التفاعل المنسجم والرغبة في العيش معاً فيما بين أفراد ومجموعات ذوي هويات ثقافية متعددة ومتنوعة ودينامية. فالسياسات التي تشجع على دمج ومشاركة كل المواطنين تضمن التلاحم الاجتماعي وحيوية المجتمع المدني والسلام. وبهذا المعنى، فإن التعددية الثقافية هي الرد السياسي على واقع التنوع الثقافي. وحيث أنها لا يمكن فصلها عن وجود إطار ديمقراطي، فإنها تيسر المبادلات الثقافية وازدهار القدرات الإبداعية التي تغذي الحياة العامة.

المادة ٣

التنوع الثقافي بوصفه عاملاً من عوامل

التنمية

إن التنوع الثقافي يوسع نطاق الخيارات المتاحة لكل فرد؛ فهو أحد مصادر التنمية، لا بمعنى النمو الاقتصادي فحسب، وإنما من حيث هي أيضاً وسيلة لبلوغ حياة فكرية وعاطفية وأخلاقية وروحية مرضية.

المادة ٤

حقوق الإنسان بوصفها ضماناً للتنوع الثقافي

إن الدفاع عن التنوع الثقافي واجب أخلاقي لا ينفصل عن احترام كرامة الإنسان. فهو يفترض الالتزام باحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية، وخاصة حقوق الأشخاص المنتمين إلى أقليات وحقوق الشعوب الأصلية. ولا يجوز لأحد أن يستند إلى التنوع الثقافي لكي ينتهك أو يحد من نطاق حقوق الإنسان التي يضمنها القانون الدولي

المادة ٥

الحقوق الثقافية بوصفها إطاراً ملائماً

للتنوع الثقافي

الحقوق الثقافية جزء لا يتجزأ من حقوق الإنسان التي هي حقوق عالمية ومتلازمة ومتكافئة. ويقتضي ازدهار التنوع المبدع الأعمال الكامل للحقوق الثقافية كما حددت في المادة ٢٧ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وفي المادتين ١٣ و ١٥ من العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية. وبناء على ذلك ينبغي أن يتمتع كل شخص بالقدرة على التعبير عن نفسه وإبداع أعماله ونشرها باللغة التي يختارها، وخاصة بلغته الأصلية. ولكل شخص الحق في تعليم وتدريب جيدين يحترمان هويته الثقافية احتراماً كاملاً. وينبغي أن يتمتع كل شخص بالقدرة على المشاركة في الحياة الثقافية التي يختارها وأن يمارس تقاليده الثقافية الخاصة، في الحدود التي يفرضها احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية.

المادة ٦

نحو تنوع ثقافي متاح للجميع

إلى جانب كفالة التداول الحر للأفكار عن طريق الكلمة والصورة، ينبغي الحرص على تمكين كل الثقافات من التعبير عن نفسها والتعريف بنفسها. ذلك أن حرية التعبير، وتعددية

التنوع الثقافي والتضامن الدولي

وسائل الإعلام، والتعددية اللغوية، والمساواة في فرص الوصول إلى أشكال التعبير الفني والمعارف العلمية والتكنولوجية، بما في ذلك المعارف في صورتها الرقمية، وإتاحة الفرصة لجميع الثقافات في أن تكون حاضرة في وسائل التعبير والنشر، هي كلها ضمانات للتنوع الثقافي.

التنوع الثقافي والإبداع

المادة ١٠ تعزيز القدرات على الإبداع والنشر على

المستوى الدولي

إزاء أوجه الاختلال التي يتسم بها في الوقت الحاضر تدفق وتبادل السلع الثقافية على الصعيد العالمي ينبغي تعزيز التعاون والتضامن الدوليين لكي يتاح لجميع البلدان، وخاصة البلدان النامية والبلدان التي تمر بمرحلة انتقالية، إقامة صناعات ثقافية قادرة على البقاء والمنافسة على المستوى الوطني والدولي.

المادة ١١ إقامة شراكات بين القطاع العام والقطاع

الخاص والمجتمع المدني

لا يمكن لقوى السوق وحدها أن تكفل صون وتعزيز التنوع الثقافي الضامن للتنمية البشرية المستدامة. ويجدر في هذا الإطار التأكيد من جديد على الدور الأساسي الذي تؤديه السياسات العامة، بالتشارك مع القطاع الخاص والمجتمع المدني.

المادة ١٢ دور اليونسكو

تقع على عاتق اليونسكو، بحكم رسالتها ومهامها، مسؤولية ما يلي:

(أ) التشجيع على مراعاة المبادئ المنصوص عليها في هذا الإعلان عند إعداد استراتيجيات التنمية في مختلف الهيئات الدولية الحكومية؛

(ب) الاضطلاع بدور الهيئة المرجعية والتنسيقية فيما

بين الدول والمنظمات الدولية الحكومية وغير الحكومية والمجتمع المدني والقطاع الخاص، من أجل الاضطلاع بصورة مشتركة بصياغة مفاهيم وأهداف وسياسات تراعي التنوع الثقافي؛

(ج) مواصلة نشاطها التقني وعملها في مجال التوعية وبناء القدرات، في المجالات ذات الصلة بهذا الإعلان والداخلية في نطاق اختصاصها؛

(د) المساعدة على تنفيذ خطة العمل التي ترد خطوطها الأساسية مرفقة بهذا الإعلان.

المادة ٧ التراث الثقافي بوصفه مصدراً للإبداع

إن كل إبداع ينهل من منابع التقاليد الثقافية، ولكنه يزدهر بالاتصال مع الثقافات الأخرى. ولذلك لا بد من صون التراث بمختلف أشكاله وإحيائه ونقله إلى الأجيال القادمة كشاهد على تجارب الإنسان وطموحاته، وذلك لتغذية الإبداع بكل تنوعه والحفز على قيام حوار حقيقي بين الثقافات.

المادة ٨ السلع والخدمات الثقافية بوصفها متميزة

عن غيرها من السلع والخدمات

في مواجهة التحولات الاقتصادية والتكنولوجية الحالية، التي تفتح آفاقاً فسيحة للإبداع والتجديد، ينبغي إيلاء عناية خاصة لتنوع المنتجات الإبداعية والمراعاة العادلة لحقوق المؤلفين والفنانين وكذلك لخصوصية السلع والخدمات الثقافية التي لا ينبغي اعتبارها، وهي الحاملة للهوية والقيم والدلالة، سلعاً أو منتجات استهلاكية كغيرها من السلع أو المنتجات.

المادة ٩ السياسات الثقافية بوصفها حافزاً على

الإبداع

إلى جانب ضمان التداول الحر للأفكار والمصنعات، ينبغي أن تكفل السياسات الثقافية تهينة الظروف المواتية لإنتاج ونشر سلع وخدمات ثقافية متنوعة، وذلك عن طريق صناعات ثقافية تملك الوسائل اللازمة لإثبات ذاتها على الصعيدين المحلي والعالمي. ويرجع لكل دولة، مع احترام التزاماتها الدولية، أن تحدد سياساتها الثقافية وتنفذها بأفضل الوسائل التي تراها، سواء بالدعم التنفيذي أو بالأطر التنظيمية الملائمة.

الخطوط الأساسية لخطة عمل

من أجل تنفيذ إعلان اليونسكو العالمي بشأن التنوع الثقافي

← تتعهد الدول الأعضاء باتخاذ التدابير المناسبة لنشر إعلان اليونسكو العالمي بشأن التنوع الثقافي على نطاق واسع والتشجيع على تطبيقه الفعلي، وذلك عن طريق التعاون على تحقيق الأهداف التالية:

- ١ - تعميق النقاش الدولي بشأن المسائل المتعلقة بالتنوع الثقافي، ولا سيما بعلاقاته بالتنمية وتأثيره في رسم السياسات على الصعيدين الوطني والدولي على حد سواء؛ ومواصلة التفكير بصفة خاصة في إمكانية إعداد وثيقة قانونية دولية بشأن التنوع الثقافي.
- ٢ - إحراز تقدم في تحديد المبادئ والمعايير والممارسات، سواء على الصعيد الوطني أو الدولي، وفي تحديد وسائل التوعية وأشكال التعاون الأكثر ملاءمة لصون التنوع الثقافي وتعزيزه.
- ٣ - تعزيز تبادل المعارف وأفضل الممارسات في مجال التعدد الثقافي من أجل العمل، في إطار مجتمعات تتميز بالتنوع، على تيسير إدماج الأفراد والمجموعات المنتمين إلى آفاق ثقافية متنوعة، ومشاركتهم في حياة المجتمع.
- ٤ - التعمق في فهم وإيضاح مضمون الحقوق الثقافية بوصفها جزءاً لا يتجزأ من حقوق الإنسان.
- ٥ - صون تراث الإنسانية اللغوي ودعم التعبير والإبداع والنشر في أكبر عدد ممكن من اللغات.
- ٦ - تشجيع التنوع اللغوي - مع احترام اللغة الأصلية - على جميع مستويات التعليم، حيثما أمكن ذلك، والحث على تعلم عدة لغات منذ الطفولة المبكرة.
- ٧ - العمل، عن طريق التعليم، على حفز الوعي بالقيمة الإيجابية للتنوع الثقافي، والقيام لهذه الغاية بتحسين تصميم البرامج المدرسية وإعداد المعلمين.
- ٨ - تضمين العملية التعليمية، كلما كان ذلك مناسباً، نهجاً تعليمية تقليدية، بغية المحافظة على الأساليب المناسبة ثقافياً لإيصال المعارف ونقلها، وتأمين الانتفاع الأمثل بهذه الأساليب.
- ٩ - تشجيع "محو الأمية الرقمية" وزيادة إتقان التكنولوجيات الجديدة للمعلومات والاتصال التي يجب اعتبارها في نفس الوقت مواد للتدريس وأدوات تعليمية كفيلة بتعزيز فعالية المرافق التعليمية.
- ١٠ - تعزيز التنوع اللغوي في المجال الرقمي وتشجيع انتفاع الجميع، من خلال الشبكات العالمية، بكل المعلومات المدرجة في الملك العام.
- ١١ - التصدي للفجوة الرقمية - بالتعاون الوثيق مع الوكالات المختصة في منظومة الأمم المتحدة - عن طريق تعزيز انتفاع البلدان النامية بالتكنولوجيات الجديدة، ومساعدتها على امتلاك ناصية تكنولوجيات المعلومات، وتسهيل التداول الرقمي للمنتجات الثقافية المحلية وتيسير انتفاع هذه البلدان بالموارد الرقمية المتاحة على الصعيد العالمي في مجالات التربية والثقافة والعلوم.

١٢ - حفز إنتاج وصون ونشر مضايمين متنوعة في وسائل الإعلام والشبكات العالمية للمعلومات، والعمل من أجل ذلك على تشجيع دور الهيئات العامة للإذاعة والتلفزيون من أجل تطوير البرامج السمعية البصرية الجيدة، وخاصة عن طريق تعزيز إنشاء آليات تعاونية يمكنها تسهيل نشر هذه البرامج.

١٣ - وضع سياسات واستراتيجيات لصون وتعزيز التراث الثقافي والطبيعي، ولا سيما التراث الثقافي الشفهي وغير المادي، ومكافحة الاتجار غير المشروع بالسلع والخدمات الثقافية.

١٧ - المساعدة على نشوء أو توطيد صناعات ثقافية في البلدان النامية والبلدان التي تمر بمرحلة انتقالية، والتعاون، لهذا الغرض، في تنمية البنى الأساسية والكفاءات اللازمة، ودعم نشوء أسواق محلية قابلة للبقاء، وتيسير وصول المنتجات الثقافية لهذه البلدان إلى السوق العالمية وشبكات التوزيع الدولية.

١٤ - احترام وحماية المعارف التقليدية، وخاصة معارف الشعوب الأصلية؛ والاعتراف بمساهمة المعارف التقليدية، لا سيما في مجال حماية البيئة وإدارة الموارد الطبيعية، وتعزيز التآزر بين العلوم الحديثة والمعارف المحلية.

١٨ - وضع سياسات ثقافية كفيلة بتعزيز المبادئ المنصوص عليها في هذا الإعلان، بما في ذلك عن طريق آليات مناسبة للدعم التنفيذي و/أو أطر تنظيمية ملائمة، مع احترام الالتزامات الدولية الخاصة بكل دولة.

١٩ - إشراك مختلف قطاعات المجتمع المدني على نحو وثيق في رسم سياسات عامة ترمي إلى حماية وتعزيز التنوع الثقافي.

٢٠ - الاعتراف بالدور الذي يمكن أن يؤديه القطاع الخاص في تعزيز التنوع الثقافي، وتشجيع هذا الدور، والعمل لهذا الغرض على تهيئة مجالات للحوار بين القطاع العام والقطاع الخاص.

١٥ - دعم حراك المبدعين والفنانين والباحثين والعلميين والمتقنين، وإقامة برامج وشراكات دولية للبحوث، مع الحرص في الوقت نفسه على صون وزيادة القدرات الإبداعية للبلدان النامية والبلدان التي تمر بمرحلة انتقالية.

١٦ - تأمين حماية حقوق المؤلف والحقوق المرتبطة بها، وذلك من أجل تنمية القدرات الإبداعية المعاصرة وتعويض

وتوصي الدول الأعضاء المدير العام بمراعاة الأهداف المعلنة في خطة العمل هذه في تنفيذ برامج اليونسكو، وإبلاغ هذه الخطة إلى الوكالات التابعة لمنظومة الأمم المتحدة وسائر المنظمات الدولية الحكومية والمنظمات غير الحكومية المعنية، سعياً إلى تعزيز تآزر الجهود لصالح التنوع الثقافي.